

DEUXIÈME TRIMESTRE

Rapport du deuxième trimestre
de l'exercice 2014 aux actionnaires

**POUR NOUS, IL N'EXISTE PAS
DE MARCHÉS ÉTRANGERS**



Le Groupe Canaccord Genuity Inc. annonce ses résultats du deuxième trimestre de l'exercice 2014

Résultat net de 6,7 millions \$ pour le trimestre, compte non tenu des éléments importants¹

(Tous les montants sont en dollars canadiens, sauf indication contraire)

TORONTO, le 6 novembre 2013 – Au deuxième trimestre de l'exercice 2014 clos le 30 septembre 2013, le Groupe Canaccord Genuity Inc. (« Canaccord » ou la « Société »; TSX : CF, LSE : CF.) a généré des produits des activités ordinaires de 183,3 millions \$. Compte non tenu des éléments importants¹ (mesure non conforme aux IFRS), la Société a comptabilisé un résultat net de 6,7 millions \$, ou un résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires² de 3,3 millions \$ (0,03 \$ par action ordinaire diluée). Compte tenu de tous les éléments de charge, selon les IFRS, la Société a comptabilisé une perte nette de 0,1 million \$, ou une perte nette attribuable aux actionnaires ordinaires de 3,3 millions \$² (perte de 0,03 \$ par action ordinaire diluée).

« Le deuxième trimestre a été marqué par un contexte difficile dans certaines de nos unités d'exploitation, mais nous commençons à voir des signes d'amélioration de l'activité sur les marchés dans l'ensemble de nos régions. La plateforme mondiale de Canaccord Genuity est très bien placée pour répondre à l'évolution des demandes de notre clientèle », a déclaré Paul Reynolds, président et chef de la direction du Groupe Canaccord Genuity Inc. « Je suis convaincu que l'amélioration des prévisions à l'égard de nos activités, combinée à nos efforts de compression des coûts, devrait se traduire par de meilleurs résultats pour les trimestres à venir. »

Deuxième trimestre de l'exercice 2014 par rapport au premier trimestre de l'exercice 2014

- Produits des activités ordinaires de 183,3 millions \$, en baisse de 2 %, ou 3,9 millions \$, par rapport à 187,2 millions \$
- Compte non tenu des éléments importants, charges de 175,4 millions \$, en hausse de 0,9 million \$, comparativement à 174,5 millions \$¹
- Charges de 184,3 millions \$, en hausse de 3 %, ou 6,2 millions \$, par rapport à 178,1 millions \$
- Compte non tenu des éléments importants, résultat net de 6,7 millions \$, contre 11,8 millions \$¹
- Perte nette de 0,1 million \$, comparativement à un résultat net de 7,9 millions \$
- Compte non tenu des éléments importants, résultat par action ordinaire (RPA) dilué de 0,03 \$, par rapport à 0,09 \$ au premier trimestre de 2014¹
- Perte par action ordinaire diluée de 0,03 \$, comparativement à un RPA dilué de 0,06 \$ au premier trimestre de 2014

Table des matières

Canaccord annonce ses résultats du deuxième trimestre	1	États de la situation financière consolidés résumés intermédiaires non audités	29	États des variations des capitaux propres consolidés résumés intermédiaires non audités	32
Lettre aux actionnaires	5	États du résultat consolidés résumés intermédiaires non audités	30	Tableaux des flux de trésorerie consolidés résumés intermédiaires non audités	33
Rapport de gestion	7	États du résultat global consolidés résumés intermédiaires non audités	31	Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités	34

Deuxième trimestre de l'exercice 2014 par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2013

- Produits des activités ordinaires de 183,3 millions \$, en baisse de 2 %, ou 3,3 millions \$, par rapport à 186,6 millions \$
- Compte non tenu des éléments importants, charges de 175,4 millions \$, en baisse de 2 %, ou 4,3 millions \$, comparativement à 179,7 millions \$¹
- Charges de 184,3 millions \$, en baisse de 10 %, ou 20,6 millions \$, en regard de 204,9 millions \$
- Compte non tenu des éléments importants, résultat net de 6,7 millions \$, contre 5,9 millions \$¹
- Perte nette de 0,1 million \$, comparativement à 14,8 millions \$
- Compte non tenu des éléments importants, RPA dilué de 0,03 \$ par rapport à 0,03 \$¹
- Perte par action ordinaire de 0,03 \$, comparativement à 0,19 \$

Premier semestre de l'exercice 2014 par rapport au premier semestre de l'exercice 2013 (Semestre clos le 30 septembre 2013 par rapport au semestre clos le 30 septembre 2012)

- Produits des activités ordinaires de 370,5 millions \$, en hausse de 6 %, ou 21,4 millions \$, par rapport à 349,1 millions \$
- Compte non tenu des éléments importants, charges de 349,9 millions \$, en baisse de 3 % par rapport à 361,4 millions \$¹
- Charges de 362,4 millions \$, en baisse de 8 %, ou 29,6 millions \$, en regard de 392,0 millions \$
- Compte non tenu des éléments importants, résultat net de 18,5 millions \$, comparativement à (10,4) millions \$¹
- Résultat net de 7,8 millions \$, comparativement à (35,5) millions \$
- Compte non tenu des éléments importants, RPA dilué de 0,12 \$, par rapport à (0,17) \$¹
- RPA dilué de 0,02 \$, comparativement à (0,43) \$

Situation financière à la fin du deuxième trimestre de 2014 comparativement au quatrième trimestre de 2013

- Solde de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 360,2 millions \$, en baisse de 130,8 millions \$ par rapport à 491,0 millions \$
- Fonds de roulement de 412,3 millions \$, en hausse de 18,6 millions \$ par rapport à 393,7 millions \$
- Total des capitaux propres de 1,1 milliard \$, en hausse de 33,4 millions \$ par rapport à 1,0 milliard \$
- Valeur comptable par action ordinaire (nombre dilué) de 8,00 \$, en hausse de 0,32 \$, en regard de 7,68 \$¹
- Le 6 novembre 2013, le conseil d'administration a approuvé un dividende trimestriel de 0,05 \$ par action ordinaire payable le 10 décembre 2013 aux actionnaires inscrits le 22 novembre 2013
- Le 6 novembre 2013, le conseil d'administration a également approuvé un dividende en espèces de 0,34375 \$ par action privilégiée de série A et un dividende en espèces de 0,359375 \$ par action privilégiée de série C, tous deux payables le 31 décembre 2013 aux actionnaires inscrits au 20 décembre 2013

Sommaire des activités

NON SECTORIEL ET AUTRES

- Le 7 août 2013, la Société a tenu son assemblée générale annuelle des actionnaires de 2013, au cours de laquelle tous les administrateurs mis en candidature ont été réélus au conseil.
- Le 8 août 2013, la Société a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA)/programme de rachat, qui lui procure la capacité de racheter, à sa discrétion, jusqu'à concurrence de 5 136 948 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto à des fins d'annulation.
- Au cours du deuxième trimestre, la Société a racheté 796 992 de ses actions ordinaires dans le cadre de son ancienne OPRCNA et de son OPRCNA actuelle.
 - De ces actions, 739 292 ont été annulées en date du 30 septembre 2013, le reste des actions, soit 57 700 actions, étant détenues comme actions propres jusqu'à ce qu'elles soient annulées.
- Au cours du T2/14, la Société a comptabilisé des frais de restructuration de 5,5 millions \$ relativement à la restructuration des activités de ventes et de négociation au Canada et au Royaume-Uni et en Europe, de même que certains frais liés à la fermeture de bureaux.
- Après la fin du trimestre, le 1^{er} octobre 2013, Financière Canaccord Inc. a été renommée Groupe Canaccord Genuity Inc.
- Après la fin du trimestre, le 23 octobre 2013, Canaccord Genuity Inc. (division des marchés des capitaux aux États-Unis de Canaccord Genuity) a organisé une journée de négociation caritative dans le cadre de laquelle l'organisme Youth, I.N.C. s'est vu remettre les commissions désignées tirées des transactions sur des actions, des transactions en ligne et des transactions d'options pour compte de tiers qui ont été effectuées ce jour-là. Au total, l'équipe américaine de Canaccord Genuity a généré environ 1,0 million \$ US au profit des enfants à risque dans le cadre de la huitième journée de négociation caritative annuelle, connue sous le nom de Trading Day for Kids.

MARCHÉS DES CAPITAUX

- Canaccord Genuity a été chef de file ou co-chef de file pour 27 transactions à l'échelle internationale qui lui ont permis de mobiliser un produit total de 1,5 milliard \$ CA³ au cours du T2/14.
- Canaccord Genuity a participé à 75 transactions à l'échelle internationale qui lui ont permis de mobiliser un produit total de 8,8 milliards \$ CA³ au cours du T2/14.
- Au cours du T2/14, Canaccord Genuity a été chef de file ou co-chef de file pour les transactions suivantes :
 - Une transaction de 300,0 millions £ pour Renewables Infrastructure Group Limited à la Bourse de Londres

- Une transaction de 125,0 millions £ pour Saffron Housing Finance PLC à la Bourse de Londres
- Une transaction de 86,0 millions £ pour HICL Infrastructure Company Limited à la Bourse de Londres
- Une transaction de 80,6 millions \$ AU pour G8 Education Limited à la Bourse d'Australie
- Une transaction de 68,8 millions \$ CA pour HealthLease Properties REIT à la Bourse de Toronto
- Une transaction de 65,0 millions \$ CA pour MINT Income Fund à la Bourse de Toronto
- Une transaction de 47,7 millions \$ AU pour Red Fork Energy Limited à la Bourse d'Australie
- Une transaction de 41,7 millions \$ US pour Datalink Corporation au NASDAQ
- Une transaction de 40,4 millions \$ US pour TearLab Corp. au NASDAQ
- Une transaction de 40,0 millions \$ CA pour Groupe de jeux Amaya inc. à la Bourse de Toronto
- Une transaction de 36,4 millions \$ AU pour Buccaneer Energy Limited à la Bourse d'Australie
- Une transaction de 31,6 millions \$ US pour XOMA Corporation au NASDAQ
- Une transaction de 25,0 millions \$ US pour DragonWave Inc. au NASDAQ
- Une transaction de 15,0 millions £ pour W&G Investments PLC à l'AIM
- Une transaction de 24,2 millions \$ CA pour Halogen Software Inc. à la Bourse de Toronto
- Une transaction de 23,0 millions \$ US pour Pure Multi-Family REIT LP à la Bourse de croissance TSX
- Une transaction de 23,1 millions \$ CA pour FAM Real Estate Investment Trust à la Bourse de Toronto
- Une transaction de 15,2 millions \$ US pour Glu Mobile au NASDAQ
- Une transaction de 18,4 millions \$ SG pour Sin Heng Heavy Machinery Limited à la Bourse de Singapour
- Au Canada, Canaccord Genuity a mobilisé 228,8 millions \$ pour des émissions d'obligations gouvernementales et d'obligations de sociétés au cours du T2/14.
- Canaccord Genuity a généré des produits tirés des services de consultation de 29,9 millions \$ au cours du T2/14, en hausse de 5 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Au cours du T2/14, Canaccord Genuity a été conseiller dans le cadre des transactions de fusions et acquisitions et de consultations suivantes :
 - Conseiller d'Uranium One Inc. dans le cadre de sa vente à ARMZ Uranium Holding Company
 - Conseiller de May Gurney Integrated Services PLC dans le cadre de l'offre publique d'achat recommandée de Kier Group PLC
 - Conseiller de Morgan Stanley Real Estate dans le cadre de la cession d'Executive Offices Group
 - Conseiller de l'équipe de direction d'AXA Private Equity et de Trescal Group dans le cadre de l'acquisition de Trescal
 - Conseiller d'Independent News & Media PLC dans le cadre de la vente de sa filiale sud-africaine
 - Conseiller de Renewable Energy Developers Inc. dans le cadre de sa vente à Capstone Infrastructure Corporation
 - Conseiller de Payzone Group dans le cadre de la cession de Cashzone à Cardtronics
 - Conseiller de Côte Holdings Limited dans le cadre de sa cession à CPBE Capital LLP
 - Conseiller de Phoenix Equity Partners dans le cadre de l'acquisition d'une participation donnant le contrôle du capital social émis de Key Retirement Solutions Limited
 - Conseiller de Xceed Mortgage Corporation dans le cadre de sa vente à MCAN Mortgage Corporation
 - Conseiller de Datawatch Corporation dans le cadre de l'acquisition de Panopticon Software AB
 - Conseiller de Labrador Iron Mines Holdings Limited dans le cadre de son entente de collaboration stratégique avec Tata Steel Minerals Canada Ltd.
 - Conseiller de Luminus Devices, Inc. dans le cadre de sa fusion avec Lightera Corporation
 - Conseiller de Revolution Lighting Technologies, Inc. dans le cadre de l'acquisition de Relume Technologies Inc.
 - Conseiller de Cub Energy Inc. dans le cadre de l'acquisition d'Anatolia Energy Corp.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY (MONDIAL)

- À l'échelle mondiale, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 51,2 millions \$ au T2/14.
- Les actifs sous administration au Canada et les actifs sous gestion au Royaume-Uni et en Europe et en Australie ont totalisé 27,5 milliards \$ à la fin du T2/14¹.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY (AMÉRIQUE DU NORD)

- Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord) a généré des produits des activités ordinaires de 24,4 millions \$ et, après les imputations intersectorielles, a comptabilisé une perte nette de 5,1 millions \$ avant impôt au T2/14.
- Les actifs sous administration au Canada totalisaient 9,4 milliards \$ au 30 septembre 2013, en hausse de 1 % en regard de 9,3 milliards \$ à la fin du trimestre précédent et en baisse de 29 % en regard de 13,3 milliards \$ à la fin du T2/13¹.
- Les actifs sous gestion au Canada (discretionnaires) totalisaient 935 millions \$ au 30 septembre 2013, en hausse de 6 % en regard de 880 millions \$ à la fin du trimestre précédent et en hausse de 19 % en regard de 784 millions \$ à la fin du T2/13¹.
- Au 30 septembre 2013, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity comptait 163 équipes de conseillers⁴, soit 68 de moins qu'au 30 septembre 2012 et 10 de moins qu'au 30 juin 2013.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY (ROYAUME-UNI ET EUROPE)

- Les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont généré des produits des activités ordinaires de 25,8 millions \$ et, après les imputations intersectorielles et compte non tenu des éléments importants, ont affiché un résultat net de 3,6 millions \$ avant impôt au T2/14¹.
- Les actifs sous gestion (discretionnaires et non discretionnaires) ont atteint 17,7 milliards \$ (10,6 milliards £)¹.

1) Se reporter aux rubriques « Mesures non conformes aux IFRS » aux pages 4 et 8.

2) Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires correspond au résultat net ajusté en fonction des participations ne donnant pas le contrôle et des dividendes sur actions privilégiées.

3) Source : Transactions de plus de 1,5 million \$. Données de la Société.

4) Les équipes de conseillers comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers en placement qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement détenant son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement environ trois ans à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Les mesures non conformes aux IFRS présentées comprennent les actifs sous administration, les actifs sous gestion, la valeur comptable par action ordinaire (nombre dilué) et des chiffres qui ne tiennent pas compte des éléments importants. Les éléments importants correspondent aux frais de restructuration, à l'amortissement des immobilisations incorporelles et aux éléments de la charge liée aux acquisitions, qui comprennent les frais comptabilisés dans le cadre de projets d'acquisition réalisés ou non. La valeur comptable par action ordinaire diluée correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires divisé par le nombre dilué d'actions ordinaires en circulation et, depuis le T1/14, ajusté pour tenir compte des actions achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités mais non encore annulées et du nombre estimatif de renoncements relativement aux actions dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS permettront une meilleure évaluation de la performance opérationnelle des activités de Canaccord et favoriseront une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Les chiffres présentés compte non tenu des éléments importants fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats opérationnels de base de Canaccord. Il existe une restriction à l'utilisation de ces chiffres qui ne tiennent pas compte des éléments importants. En effet, les incidences comptables de ces éléments selon les IFRS reflètent en réalité les résultats financiers sous-jacents des activités de Canaccord; ainsi, ces incidences doivent être prises en compte dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de Canaccord. Par conséquent, la direction estime que les mesures de la performance financière de Canaccord conformes aux IFRS et celles non conformes aux IFRS doivent être prises en compte parallèlement.

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS¹

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Semestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2013	2012		2013	2012	
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	183 306 \$	186 599 \$	(1,8) %	370 537 \$	349 148 \$	6,1 %
Total des charges selon les IFRS	184 262	204 910	(10,1) %	362 380	391 958	(7,5) %
<i>Éléments importants comptabilisés par Canaccord Genuity</i>						
Frais de restructuration	5 486	4 395	24,8 %	5 486	4 395	24,8 %
Frais connexes aux acquisitions	—	388	(100,0) %	—	388	(100,0) %
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 658	3 436	(51,7) %	3 360	7 809	(57,0) %
<i>Éléments importants comptabilisés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>						
Frais de restructuration	—	13 567	(100,0) %	—	13 567	(100,0) %
Frais connexes aux acquisitions	—	900	(100,0) %	—	900	(100,0) %
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 751	1 614	8,5 %	3 640	2 612	39,4 %
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>						
Frais de restructuration	—	900	(100,0) %	—	900	(100,0) %
Total des éléments importants	8 895	25 200	(64,7) %	12 486	30 571	(59,2) %
Total des charges compte non tenu des éléments importants	175 367	179 710	(2,4) %	349 894	361 387	(3,2) %
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	7 939 \$	6 889 \$	15,2 %	20 643 \$	(12 239) \$	268,7 %
Impôt sur le résultat – ajusté (recouvrement)	1 205	982	22,7 %	2 099	(1 851)	213,4 %
Résultat net – ajusté	6 734 \$	5 907 \$	14,0 %	18 544 \$	(10 388) \$	278,5 %
Résultat par action ordinaire – de base, ajusté	0,03 \$	0,03 \$	—	0,13 \$	(0,17) \$	176,5 %
Résultat par action ordinaire – dilué, ajusté	0,03 \$	0,03 \$	—	0,12 \$	(0,17) \$	170,6 %

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.

Chers actionnaires,

Au deuxième trimestre, Canaccord Genuity a encore une fois démontré l'importance de sa diversification sur le plan régional. Bien que nos principaux marchés aient été touchés par le ralentissement des activités au cours de l'été, nos activités américaines et britanniques ont affiché de solides rendements récurrents. Nous estimons que dans l'ensemble, nous retournons à des conditions de marché plus normales, puisque nous avons déjà constaté une progression des activités dans l'ensemble de nos régions et de nos marchés verticaux. Le rendement de notre Société a donc rebondi en septembre, et elle termine le trimestre en pleine accélération dans l'ensemble de l'entreprise ainsi qu'avec un fort potentiel d'affaires.

Après l'importante période de croissance des dernières années, l'offre de services mondiaux à nos clients et la recherche constante de gains d'efficacité dans l'ensemble de l'organisation sont au centre de nos priorités. Nous mettons en œuvre d'importants changements qui, nous en sommes certains, permettront de réduire nos charges actuelles et d'améliorer nos marges à long terme. Nous effectuons également des investissements pour développer nos infrastructures de soutien et nos systèmes internes. Même si notre performance du deuxième trimestre selon les mesures non conformes aux IFRS était rentable, Canaccord Genuity a inscrit au cours de la période des frais de restructuration et d'autres éléments importants¹ de 8,9 millions \$, essentiellement attribuables aux changements de direction de nos activités liées aux actions au Canada et au Royaume-Uni, occasionnant une légère perte pour le trimestre conformément aux IFRS.

Le 1^{er} octobre, la société mère du groupe Canaccord a été renommée Groupe Canaccord Genuity Inc., unifiant ainsi la marque de notre entreprise mondiale sous la bannière bien établie du nom Canaccord Genuity. Nous estimons que ce nouveau nom permettra de mieux relier la société inscrite en Bourse et les capacités confirmées de nos deux principales divisions d'exploitation.

Performance financière

Les avantages associés à la diversification de nos sources de revenus sont toujours bien visibles, chacune de nos régions apportant une contribution significative à nos résultats globaux pour le trimestre. Encore une fois, les deux tiers de nos produits des activités ordinaires mondiaux proviennent de l'extérieur du Canada.

Au deuxième trimestre de l'exercice 2014, Canaccord Genuity a dégagé des produits des activités ordinaires de 183 millions \$, un chiffre comparable à ceux obtenus au trimestre précédent et lors de la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, elle a aussi enregistré un résultat net de 6,7 millions \$, ou un résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires² de 3,3 millions \$ (0,03 \$ par action ordinaire diluée). Compte tenu des éléments importants, la Société a comptabilisé une perte nette de 0,1 million \$, ou une perte nette attribuable aux actionnaires ordinaires de 3,3 millions \$² (perte de 0,03 \$ par action ordinaire diluée).

Grâce à la surveillance rigoureuse de notre bilan, nous demeurons bien capitalisés. Au 30 septembre, le fonds de roulement net de la Société s'établissait à 412,3 millions \$. Je suis heureux d'annoncer le renouvellement de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA)/programme de rachat et, au cours du premier semestre, la Société a racheté 1 361 496 actions ordinaires à des fins d'annulation dans le cadre de notre ancienne OPRCNA et de notre OPRCNA actuelle. Au troisième trimestre, nous continuerons à racheter activement des actions.

Marchés des capitaux Canaccord Genuity

Au deuxième trimestre, notre division mondiale des marchés des capitaux a généré des produits des activités ordinaires de 126,7 millions \$, soit une hausse de 5 % comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent et un léger déclin par rapport à ceux du trimestre précédent. Les honoraires de consultation ont reculé de 17 % par rapport à ceux du trimestre précédent et ont enregistré une légère augmentation de 5 % comparativement à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Nous avons été heureux de constater le bond de 29 % des produits tirés des activités de prise ferme de la division comparativement au trimestre précédent et celui de 18 % comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent. À l'échelle mondiale, nos activités continuent de profiter du contexte actuel du marché pour trouver de bonnes occasions pour nos clients.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2013, Canaccord Genuity a été chef de file ou co-chef de file pour 27 transactions à l'échelle internationale qui lui ont permis de mobiliser un produit total de 1,5 milliard \$ pour nos clients, et ce, surtout grâce aux solides performances de nos équipes aux États-Unis et au Royaume-Uni. En fait, notre équipe Sociétés de placement du Royaume-Uni s'est occupée du PAPE de 300 millions £ de Renewables Infrastructure Group, une transaction marquant un jalon important sur le marché européen des PAPE. De plus, nous conservons notre position de chef de file sur le marché des PAPE dans cette région au début du troisième trimestre. Au commencement du mois d'octobre, Canaccord Genuity a été nommée Investment Bank of the Week par *Financial News* au Royaume-Uni à la suite de notre participation à titre de seul responsable des comptes du PAPE de Tungsten Corporation, la plus importante émission faite par une société à l'AIM depuis 2007.

Au Canada, la conjoncture difficile des marchés, particulièrement dans le secteur des ressources, a eu une incidence sur notre division des marchés des capitaux. Nous commençons toutefois à voir des signes encourageants d'un retour à une activité plus normale, comme le montre le financement de 200 millions \$ pour lequel Canaccord Genuity a récemment été co-chef de file pour Bellatrix Exploration Ltd. à la Bourse de Toronto, en octobre.

Aux États-Unis, notre entreprise continue de dégager un rendement supérieur. Pour le deuxième trimestre d'affilée, cette division est celle qui a le plus contribué aux produits des activités ordinaires sur le plan mondial, ce qui souligne le travail exceptionnel de l'équipe de financement par actions que nous avons mise sur pied. Nous avons également encore amélioré nos services aux institutions en offrant de nouvelles capacités dans le secteur des placements à rendement élevé au sein de notre plateforme grâce à l'ajout d'une équipe de ventes et de négociation de titres à revenu fixe aux États-Unis. Nous sommes convaincus que cet ajout est bien adapté à notre large couverture sectorielle et qu'il contribuera à l'accroissement de notre clientèle.

De plus, Canaccord Genuity en Australie a dégagé un rendement record, ce qui démontre le succès de notre stratégie d'élargissement de la couverture sectorielle de l'entreprise au-delà du secteur des ressources. En juillet, notre entreprise australienne a été nommée Best Equities House dans la catégorie des sociétés non détenues par une banque du 2013 East Coles Survey, comme l'ont voté les investisseurs institutionnels australiens.

La diversité de nos sources de revenus est manifestement un facteur de différenciation important pour nos activités sur les marchés des capitaux mondiaux et nous sommes certains que la division sera sur la voie du succès dans un marché plus robuste.

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity

Au deuxième trimestre, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 50,2 millions \$, un recul de 7 % comparativement au trimestre précédent. Nous sommes toutefois satisfaits de constater que chacune de nos entreprises de gestion de patrimoine a réussi à accroître ses actifs sous gestion par rapport au premier trimestre. Dans l'ensemble, la division a géré 27,5 milliards \$ en actifs des clients, une hausse de 7 % depuis le 30 juin 2013.

Au Canada, la conjoncture difficile des marchés continue à représenter un défi. Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Amérique du Nord a généré des produits des activités ordinaires de 24,4 millions \$ et a comptabilisé une perte nette de 5,1 millions \$ pour le trimestre. L'entreprise a cependant accru ses actifs sous gestion de 6 % par rapport à ceux du trimestre précédent et de 19 % par rapport à ceux de l'exercice précédent, pour les porter à 935 millions \$, une bonne indication de la croissance de nos comptes gérés et de nos comptes à frais fixes.

Notre entreprise de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe a obtenu des rendements équivalant à ceux de notre franchise mondiale, enregistrant encore une fois un résultat positif pour le trimestre. La division a dégagé des produits des activités ordinaires de 25,8 millions \$ et a inscrit un résultat net de 3,6 millions \$ avant impôt et compte non tenu des éléments importants¹. Comme ses actifs sous gestion ont constamment progressé au cours des quatre derniers trimestres pour atteindre 17,7 milliards \$ au 30 septembre, cette division attire avec succès plus de clients dans un marché confronté à une réglementation grandissante.

Au cours des mois à venir, notre entreprise de gestion de patrimoine au Canada lancera un nouveau portefeuille élaboré à l'intention des investisseurs particuliers canadiens tout en tirant profit de l'infrastructure mondiale mise sur pied par notre entreprise au Royaume-Uni. Nous sommes d'avis qu'une fois qu'il sera offert à nos clients, ce nouveau produit entraînera une hausse des commissions et une amélioration de nos marges.

Perspectives

Après la fin du trimestre, Canaccord Genuity a lancé une campagne de publicité mettant en vedette notre nouvelle proposition de valeur mondiale *Pour nous, il n'existe pas de marchés étrangers*. Elle présente la perspective mondiale de nos entreprises des marchés des capitaux et de gestion de patrimoine et accroît la présence de la marque auprès de nos clients actuels et de nos clients potentiels.

En outre, je voudrais renouveler notre engagement de continuer à rechercher les possibilités de réduire davantage nos charges indirectes et de trouver des moyens de faire faire des gains d'efficacité à notre Société au nom de nos actionnaires.

Finalement, nous commençons à voir un renforcement des conditions du marché mondial parallèlement à une croissance de notre potentiel d'affaires dans l'ensemble de nos unités d'exploitation. Bien que le rendement de notre deuxième trimestre ait subi un ralentissement saisonnier, nous sommes d'avis que Canaccord Genuity est en excellente position pour tirer parti de l'amélioration de la conjoncture au cours du second semestre de notre exercice.

Cordialement,

Le président et chef de la direction,



PAUL D. REYNOLDS

1) Mesure non conforme aux IFRS.

2) Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires correspond au résultat net ajusté en fonction des participations ne donnant pas le contrôle et des dividendes sur actions privilégiées.

Rapport de gestion

Deuxième trimestre et premier semestre de l'exercice 2014 clos le 30 septembre 2013 – ce document est daté du 6 novembre 2013

Le rapport de gestion suivant du Groupe Canaccord Genuity Inc. (« Canaccord » ou la « Société », auparavant Financière Canaccord Inc.) vise à aider le lecteur à évaluer les changements importants survenus dans notre situation financière et les résultats opérationnels des périodes de trois mois et de six mois closes le 30 septembre 2013 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Dans l'analyse qui suit, le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2013 sont aussi désignés par les termes « deuxième trimestre de 2014 », « T2/14 » et « deuxième trimestre de l'exercice 2014 ». Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2013, qui commencent à la page 29 du présent rapport, la notice annuelle datée du 18 juin 2013 et le rapport de gestion annuel de 2013, y compris les états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2013 (« états financiers consolidés annuels audités »), qui se trouvent dans le rapport annuel de Canaccord daté du 21 mai 2013 (« rapport annuel de 2013 »). Aucune modification importante n'a été apportée à l'information qui figure dans le rapport de gestion annuel pour l'exercice 2013, sauf indication contraire dans le présent rapport de gestion. L'information financière de Canaccord est exprimée en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.

Mise en garde concernant l'information prospective

Le présent document peut contenir des « énoncés prospectifs » (au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables). Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou au rendement futur, et ils reflètent les attentes, les convictions, les plans, les estimations et les intentions de la direction, ainsi que des énoncés similaires concernant des événements futurs, des résultats, des circonstances, la performance ou des attentes qui ne sont pas des faits historiques, y compris la situation commerciale et économique, et la croissance, les résultats opérationnels, la performance et les perspectives et possibilités d'affaires de Canaccord. Ces énoncés prospectifs reflètent les convictions actuelles de la direction et reposent sur des renseignements dont elle dispose actuellement. Dans certains cas, l'utilisation de termes tels que « peut », « sera », « devrait », « prévoir », « projeter », « anticiper », « croire », « estimer », « prédire », « éventuel », « continuer », « cibler », « avoir l'intention de », « entendre », « pouvoir » ou l'utilisation négative de ces expressions ou d'autres expressions semblables indiquent des énoncés prospectifs. De par leur nature, les énoncés prospectifs comportent des incertitudes et des risques généraux et particuliers inhérents, et plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les faits ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux dont il est question dans les énoncés prospectifs. Lorsqu'il évalue ces énoncés, le lecteur devrait expressément tenir compte de divers facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, les conditions du marché et la conjoncture économique, la nature du secteur des services financiers et les risques et incertitudes décrits de temps à autre dans les états financiers consolidés annuels et les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société ainsi que dans son rapport annuel de 2013 et sa notice annuelle déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com, ainsi que les facteurs dont il est question à la rubrique « Risques » du présent rapport de gestion qui aborde le risque de marché, le risque de liquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque juridique et le risque lié à la réglementation. Les principaux facteurs ou hypothèses utilisés par la Société pour élaborer les énoncés prospectifs contenus dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux dont il est question à la rubrique « Perspectives pour l'exercice 2014 » du rapport de gestion annuel et ceux abordés de temps à autre dans les états financiers consolidés annuels et les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société et dans son rapport annuel de 2013 et sa notice annuelle déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. La liste qui précède n'est pas exhaustive de tous les facteurs de risque possibles qui peuvent influencer sur les résultats réels. Le lecteur doit tenir compte du fait que la liste des principaux facteurs et hypothèses qui précède n'est pas exhaustive.

Bien que les renseignements prospectifs figurant dans le présent document soient fondés sur des hypothèses raisonnables selon la direction, rien ne garantit que les résultats réels y seront conformes. Les énoncés prospectifs contenus aux présentes sont faits en date du présent document et ne doivent pas être considérés comme représentant les vues de la Société à toute date subséquente à la date du présent document. Certains énoncés figurant dans ce document peuvent être considérés comme des « perspectives financières » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et ces perspectives financières peuvent ne pas être appropriées à des fins autres que celles du présent document. Sauf si la législation sur les valeurs mobilières applicable l'y oblige, la Société ne s'engage aucunement, et plus précisément renonce, à mettre à jour ou à modifier publiquement des énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou pour toute autre raison.

Présentation de l'information financière et des mesures non conformes aux IFRS

Le présent rapport de gestion est fondé sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les périodes de trois mois et de six mois closes le 30 septembre 2013 (les « états financiers du deuxième trimestre de 2014 ») qui ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Les états financiers du deuxième trimestre de 2014 ont été dressés conformément à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), selon les méthodes comptables que la Société a adoptées pour la préparation de ses états financiers consolidés annuels audités de l'exercice clos le 31 mars 2013, sauf en ce qui a trait aux nouvelles normes adoptées, tel qu'il est indiqué à la note 3 des états financiers du deuxième trimestre de 2014.

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Certaines mesures non conformes aux IFRS sont utilisées par Canaccord comme mesures de la performance financière. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Les mesures non conformes aux IFRS présentées incluent les actifs sous administration, les actifs sous gestion, la valeur comptable par action ordinaire (nombre dilué), le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des chiffres ne tenant pas compte des éléments importants.

Le capital de Canaccord est représenté par les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et privilégiés et, par conséquent, la direction se sert du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP) comme mesure de la performance. La Société utilise également comme mesure de la performance la valeur comptable par action ordinaire (nombre dilué) qui correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires divisé par le nombre dilué d'actions ordinaires en circulation et, depuis le T1/14, qui est ajustée pour tenir compte des actions achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renoncations aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

Les actifs sous administration (ASA) et les actifs sous gestion (ASG) représentent des mesures des actifs des clients non conformes aux IFRS qui sont communes aux activités de gestion de patrimoine. Les ASA – Canada, les ASG – Australie ou les ASG – Royaume-Uni et Europe représentent la valeur de marché des biens du client qui sont gérés et administrés par Canaccord qui en tire des commissions et des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans des comptes clients de même que la valeur de marché globale de positions acheteur et vendeur sur titres. Les ASG au Canada comprennent tous les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de programmes qui sont généralement appelés Programme de conseils en placement CT et Programme de gestion des placements des particuliers CT. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. La méthode qu'emploie Canaccord pour calculer les ASA – Canada, les ASG – Australie ou les ASG – Royaume-Uni et Europe peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés et pourrait donc ne pas être comparable à celle d'autres sociétés. La direction utilise ces mesures pour évaluer le rendement opérationnel du secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Les ASG – Canada sont également administrés par Canaccord et sont inclus dans les ASA – Canada.

Les éléments tirés des états financiers qui ne tiennent pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Les éléments importants pour ces fins sont définis comme comprenant les frais de restructuration, l'amortissement des immobilisations incorporelles et les éléments de la charge liée aux acquisitions, qui englobent les frais comptabilisés dans le cadre de projets d'acquisition réalisés ou non. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 12.

La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS permettent une meilleure évaluation de la performance opérationnelle des activités de Canaccord et favorisent une comparaison significative des résultats de la période avec ceux des périodes antérieures et futures. Les chiffres présentés compte non tenu des éléments importants fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats opérationnels de base de Canaccord. Il existe une restriction à l'utilisation de ces chiffres qui ne tiennent pas compte des éléments importants. En effet, les incidences comptables de ces éléments selon les IFRS reflètent en réalité les résultats financiers sous-jacents des activités de Canaccord; ainsi, ces incidences doivent être prises en compte dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de Canaccord. Par conséquent, la direction estime que les mesures de la performance financière de Canaccord conformes aux IFRS et celles non conformes aux IFRS doivent être prises en compte parallèlement.

Vue d'ensemble des activités

Par l'entremise de ses principales filiales, le Groupe Canaccord Genuity Inc. est une entreprise de services financiers de plein exercice indépendante et de premier plan, qui exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : la gestion de patrimoine et les marchés des capitaux. Depuis sa création en 1950, Canaccord est mue par un engagement indéfectible à bâtir des relations clients durables. Nous y parvenons en générant de la valeur par des solutions de placement, des services de courtage et des services de financement de sociétés complets pour notre clientèle constituée de particuliers, d'institutions et de sociétés. Canaccord exploite des bureaux dans 11 pays à l'échelle mondiale, dont des bureaux de gestion de patrimoine au Canada, en Australie, au Royaume-Uni et en Europe. Canaccord Genuity, la division internationale des marchés des capitaux de la Société, mène des activités au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en France, en Allemagne, en Irlande, à Hong Kong, en Chine continentale, à Singapour, en Australie et à la Barbade.

Le Groupe Canaccord Genuity Inc. est coté sous le symbole CF à la Bourse de Toronto et sous le symbole CF au marché principal de la Bourse de Londres. Les actions privilégiées de série A de Canaccord sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.A. et les actions privilégiées de série C de Canaccord sont inscrites sous le symbole CF.PR.C.

Nos activités sont assujetties à la situation générale sur les marchés des actions et des obligations à l'échelle mondiale, y compris les variations saisonnières sur ces marchés.

ENVIRONNEMENT D'AFFAIRES

L'environnement d'affaires des pays développés a enregistré une croissance modérée au cours du T2/14. L'Europe a commencé à montrer des signes d'activité attribuables aux répercussions à retardement sur l'économie des baisses de taux d'intérêt effectuées par la Banque centrale européenne. La même chose s'est produite au Japon, où les sondages sur les secteurs manufacturiers montrent les meilleurs résultats en vingt ans. Aux États-Unis, plusieurs indicateurs économiques prospectifs ont également progressé au cours de l'été. Le nombre de commandes manufacturières par rapport aux stocks est notamment à son plus haut depuis 2010. Toutefois, la Réserve fédérale américaine, insatisfaite de l'incidence des progrès de l'économie sur le marché de l'habitation et sur le marché de l'emploi ainsi que de l'impasse politique troublante à Washington, a décidé de ne pas diminuer ses achats d'obligations en septembre. Cette décision a contribué à la stabilisation des économies des marchés émergents, qui sont toujours aux prises avec les pressions inflationnistes découlant de la chute de leur devise au cours de la période estivale. En effet, avant l'annonce de la Réserve fédérale, des craintes à l'égard d'une autre crise financière ont eu une incidence sur les actions et les devises de l'ensemble de ces marchés. Toutefois, la perspective que la politique monétaire demeure très souple à l'échelle de la planète, combinée aux signes de reprise de la croissance économique en Chine, a mis un frein à la fuite des capitaux hors des marchés émergents.

Malgré des perspectives économiques incertaines, les craintes de frappes militaires en Syrie et les inquiétudes liées au budget et au plafonnement de la dette, les marchés boursiers ont progressé et ont généralement obtenu un rendement supérieur à celui des autres catégories d'actifs au T2/14. En effet, le S&P/TSX a gagné 5,4 % et a surpassé le S&P 500, lequel a enregistré une hausse de 4,7 %. Fait intéressant, à la fois les secteurs cycliques autres que des ressources et les secteurs cycliques des ressources, qui ont respectivement progressé de 6,5 % et de 6 %, ont dégagé des rendements supérieurs à ceux des sociétés de secteurs défensifs, qui ont augmenté de 2 %. Même l'indice S&P CDNX small-cap a affiché une croissance de 6,8 %. Ce rendement est cohérent avec la hausse de la visibilité quant aux perspectives de croissance mondiale et avec le fait que les investisseurs continuent de privilégier les actions au détriment des obligations lorsqu'ils prennent des décisions de répartition d'actifs. Or, ce changement positif de l'appétit pour le risque des investisseurs ne s'est pas encore traduit par un accroissement des activités de prise ferme et de négociations sur les marchés secondaires.

Nous sommes d'avis que l'économie mondiale continuera d'accélérer, puisque la synchronisation entre les pays du G7 et les pays des marchés émergents lui donne un nouveau souffle. Nous estimons que le freinage budgétaire diminuera sensiblement plus tard au cours de l'année, puisque l'austérité budgétaire en Europe s'estompe et que le choc économique causé par la réduction automatique des dépenses aux États-Unis a été absorbé. En ce qui a trait à la politique monétaire, le président Obama a nommé Janet Yellen à la tête de la Réserve fédérale, nomination qui entrera en vigueur à compter de l'année prochaine. Madame Yellen ne devrait pas modifier les programmes d'assouplissement quantitatif de la Réserve fédérale, à moins que les statistiques relatives à l'inflation et à l'emploi ne justifient un changement de politique. La grande quantité de liquidités à l'échelle mondiale offre une protection contre le risque de baisse des perspectives économiques et pourrait inciter une plus grande prise de risques dans les secteurs des actions et des produits de base « en croissance », étant donné que les rendements attendus des autres catégories d'actifs ne sont toujours pas concurrentiels. Dans l'ensemble, une meilleure visibilité et des perspectives de croissance mondiale plus solides devraient continuer à soutenir les activités sur les marchés des capitaux.

DONNÉES SUR LE MARCHÉ

Les valeurs de financement à la Bourse de Toronto, à la Bourse de croissance TSX et à l'AIM ont enregistré une diminution considérable par rapport au trimestre précédent et au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Inversement, les valeurs de financement au NASDAQ ont enregistré une augmentation par rapport au trimestre précédent et au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

VALEUR TOTALE DE FINANCEMENT PAR BOURSE

	Juillet 2013	Août 2013	Septembre 2013	T2/14	Variation par rapport au T2/13	Variation par rapport au T1/14
Bourse de Toronto et Bourse de croissance TSX (en milliards \$ CA)	4,5	2,8	1,6	8,9	(14,4) %	(18,3) %
AIM (en milliards £)	0,5	0,1	0,1	0,7	(87,5) %	(12,5) %
NASDAQ (en milliards \$ US)	3,4	3,6	9,1	16,1	17,5 %	7,3 %

Source : Statistiques de la Bourse de Toronto, statistiques de LSE AIM, Equidesk

ACTIVITÉS DE CANACCORD

Les activités du Groupe Canaccord Genuity Inc. sont divisées en deux secteurs d'affaires : Canaccord Genuity (activités sur les marchés des capitaux) et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ensemble, ces activités offrent un vaste éventail de produits complémentaires de placement, de services de courtage et de services de financement de sociétés aux institutions, aux sociétés et aux particuliers clients de Canaccord. Le secteur administratif de Canaccord est désigné sous le nom de Non sectoriel et autres.

Canaccord Genuity

Canaccord Genuity offre aux sociétés et aux institutions partout dans le monde une plateforme intégrée pour la recherche sur les actions, les ventes, la négociation et le financement de sociétés reposant sur des activités d'envergure au Canada, au Royaume-Uni, en Europe, aux États-Unis, en Chine continentale, à Hong Kong, à Singapour, en Australie et à la Barbade.

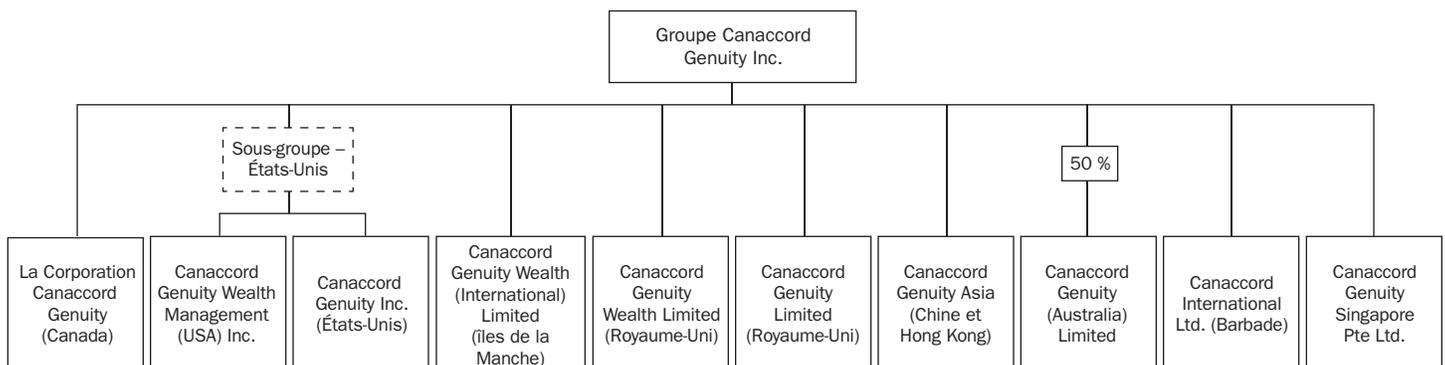
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des solutions de gestion de patrimoine et des services de courtage complets aux particuliers, aux organismes de bienfaisance et aux intermédiaires, en misant sur un large éventail de services adaptés aux besoins des clients dans chacun de ses marchés. La division de gestion de patrimoine de Canaccord a maintenant des conseillers en placement et des experts en placement au Canada, en Australie, au Royaume-Uni, en Suisse et outre-mer (les îles de la Manche et l'île de Man).

Non sectoriel et autres

Le secteur administratif de Canaccord, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges liés à la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les profits et pertes de change, et les activités qui ne sont pas précisément imputables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ce secteur comprend également les groupes de services opérationnels et de soutien de Canaccord, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des finances et de toutes les autres fonctions administratives.

Structure de la Société



Résultats opérationnels consolidés

SOMMAIRE DES DONNÉES DU DEUXIÈME TRIMESTRE ET DU PREMIER SEMESTRE DE 2014^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action, les pourcentages et le nombre d'employés)	Trimestres clos les 30 septembre				Semestres clos les 30 septembre			
	2013	2012	2011	Variation – T2/14 par rapport au T2/13	2013	2012	2011	Variation – Cumul de l'exercice 2013 par rapport au cumul de l'exercice 2012
Groupe Canaccord Genuity Inc. (GCGI)								
Produits des activités ordinaires								
Commissions et honoraires	81 832 \$	87 525 \$	60 299 \$	(6,5) %	171 867 \$	176 272 \$	121 327 \$	(2,5) %
Financement de sociétés	40 283	37 961	29 799	6,1 %	72 116	66 622	89 657	8,2 %
Honoraires de consultation	29 894	28 571	21 664	4,6 %	65 799	54 197	44 195	21,4 %
Négociation à titre de contrepartiste	18 883	17 109	(1 379)	10,4 %	38 423	24 956	574	54,0 %
Intérêts	6 132	6 758	7 590	(9,3) %	12 937	15 150	15 447	(14,6) %
Divers	6 282	8 675	1 527	(27,6) %	9 395	11 951	8 083	(21,4) %
Total des produits des activités ordinaires	183 306	186 599	119 500	(1,8) %	370 537	349 148	279 283	6,1 %
Charges								
Rémunération au rendement	87 511	94 514	61 838	(7,4) %	173 836	179 290	139 452	(3,0) %
Charges salariales	21 506	21 417	14 163	0,4 %	44 616	44 615	31 280	— %
Autres charges indirectes ³	69 759	68 829	47 439	1,4 %	138 442	147 903	96 742	(6,4) %
Frais de restructuration	5 486	18 862	—	(70,9) %	5 486	18 862	—	(70,9) %
Frais connexes aux acquisitions	—	1 288	2 956	(100,0) %	—	1 288	2 956	(100,0) %
Total des charges	184 262	204 910	126 396	(10,1) %	362 380	391 958	270 430	(7,5) %
Résultat avant impôt sur le résultat	(956)	(18 311)	(6 896)	94,8 %	8 157	(42 810)	8 853	119,1 %
Résultat net	(80) \$	(14 841) \$	(5 278) \$	99,5 %	7 803 \$	(35 463) \$	7 917 \$	122,0 %
Résultat net attribuable aux :								
Actionnaires de GCGI	(383) \$	(14 562) \$	(5 278) \$	97,4 %	8 358 \$	(34 529) \$	7 917 \$	124,2 %
Participations ne donnant pas le contrôle	303 \$	(279) \$	— \$	208,6 %	(555) \$	(934) \$	— \$	40,6 %
Résultat par action ordinaire – dilué	(0,03) \$	(0,19) \$	(0,09) \$	84,2 %	0,02 \$	(0,43) \$	0,07 \$	104,7 %
Rendement des capitaux propres								
attribuables aux actionnaires ordinaires ⁴	(1,5) %	(8,3) %	(2,8) %	6,8 p.p.	0,6 %	(9,4) %	2,1 %	10,0 p.p.
Dividendes par action ordinaire	0,05 \$	0,05 \$	0,10 \$	—	0,10 \$	0,10 \$	0,20 \$	— %
Valeur comptable par action ordinaire diluée ⁵	8,00 \$	7,61 \$	8,75 \$	5,1 %				
Total de l'actif	4 245 682 \$	5 102 481 \$	5 665 166 \$	(16,8) %				
Total du passif	3 150 694 \$	4 052 592 \$	4 801 673 \$	(22,3) %				
Participations ne donnant pas le contrôle	12 375 \$	16 047 \$	— \$	(22,9) %				
Total des capitaux propres	1 082 613 \$	1 033 842 \$	863 493 \$	4,7 %				
Nombre d'employés	2 012	2 215	1 710	(9,2) %				
Compte non tenu des éléments importants⁶								
Total des charges	175 367 \$	179 710 \$	122 510 \$	(2,4) %	349 894 \$	361 387 \$	265 614 \$	(3,2) %
Résultat avant impôt sur le résultat	7 939	6 889	(3 010)	15,2 %	20 643	(12 239)	13 669	268,7 %
Résultat net	6 734	5 907	(1 665)	14,0 %	18 544	(10 388)	12 460	278,5 %
Résultat net attribuable aux actionnaires								
de GCGI	6 192	5 864	(1 665)	5,6 %	18 606	(10 195)	12 460	282,5 %
Résultat par action ordinaire – dilué	0,03	0,03	(0,05)	—	0,12	(0,17)	0,13	170,6 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf en ce qui concerne le RCP, la valeur comptable par action ordinaire diluée, le nombre d'employés et les chiffres qui ne tiennent pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.

2) Depuis la date de clôture du 1^{er} novembre 2011, les résultats opérationnels des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 50 % a été comptabilisée. Les résultats des anciennes entités de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP) depuis le 22 mars 2012 et ceux des activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial Ltd. depuis le 1^{er} octobre 2012 sont également inclus.

3) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement et les frais de développement.

4) Le RCP est présenté sur une base annualisée. Le RCP pour chaque période correspond au résultat net annualisé disponible pour les actionnaires ordinaires pour la période divisé par les capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période.

5) La valeur comptable par action ordinaire diluée correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires divisé par le nombre dilué d'actions ordinaires en circulation et, depuis le T1/14, qui est ajustée pour tenir compte des actions achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renonciations aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes de paiements fondés sur des actions.

6) Le résultat net et le résultat dilué par action ordinaire, compte non tenu des éléments importants, tiennent compte de l'incidence des impôts sur les ajustements découlant de ces éléments. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 12.

p.p. : points de pourcentage

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS¹

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre			Semestres clos les 30 septembre		
	2013	2012	Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	2013	2012	Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	183 306 \$	186 599 \$	(1,8) %	370 537 \$	349 148 \$	6,1 %
Total des charges selon les IFRS	184 262	204 910	(10,1) %	362 380	391 958	(7,5) %
<i>Éléments importants comptabilisés par Canaccord Genuity</i>						
Frais de restructuration	5 486	4 395	24,8 %	5 486	4 395	24,8 %
Frais connexes aux acquisitions	—	388	(100,0) %	—	388	(100,0) %
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 658	3 436	(51,7) %	3 360	7 809	(57,0) %
<i>Éléments importants comptabilisés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>						
Frais de restructuration	—	13 567	(100,0) %	—	13 567	(100,0) %
Frais connexes aux acquisitions	—	900	(100,0) %	—	900	(100,0) %
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 751	1 614	8,5 %	3 640	2 612	39,4 %
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>						
Frais de restructuration	—	900	(100,0) %	—	900	(100,0) %
Total des éléments importants	8 895	25 200	(64,7) %	12 486	30 571	(59,2) %
Total des charges compte non tenu des éléments importants	175 367	179 710	(2,4) %	349 894	361 387	(3,2) %
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	7 939 \$	6 889 \$	15,2 %	20 643 \$	(12 239) \$	268,7 %
Impôt sur le résultat – ajusté (recouvrement)	1 205	982	22,7 %	2 099	(1 851)	213,4 %
Résultat net – ajusté	6 734 \$	5 907 \$	14,0 %	18 544 \$	(10 388) \$	278,5 %
Résultat par action ordinaire – de base, ajusté	0,03 \$	0,03 \$	—	0,13 \$	(0,17) \$	176,5 %
Résultat par action ordinaire – dilué, ajusté	0,03 \$	0,03 \$	—	0,12 \$	(0,17) \$	170,6 %

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.

Produits des activités ordinaires

Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013

Sur une base consolidée, les produits des activités ordinaires sont générés par six activités : les commissions et les honoraires liés aux activités de placement pour compte et de gestion de patrimoine de particuliers, le financement de sociétés, les honoraires de consultation, la négociation à titre de contrepartiste, les intérêts et les produits divers. Les produits des activités ordinaires pour le trimestre clos le 30 septembre 2013 ont atteint 183,3 millions \$, en baisse de 1,8 %, ou 3,3 millions \$, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

S'établissant à 81,8 millions \$, les produits tirés des commissions et des honoraires ont diminué de 5,7 millions \$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La baisse de 10,1 millions \$ des commissions et des honoraires au Canada a été en partie neutralisée par une hausse de 4,7 millions \$ au Royaume-Uni et en Europe. Les commissions et les honoraires ont reculé en raison des conditions de marché difficiles qui régnaient au cours du trimestre considéré au Canada et des fermetures de succursales au T2/13 qui ont mené à une réduction des activités de gestion de patrimoine en Amérique du Nord.

Les produits tirés du financement de sociétés ont atteint 40,3 millions \$, en hausse de 2,3 millions \$, ou 6,1 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les produits tirés du financement de sociétés ont augmenté de manière plus importante aux États-Unis, soit de 7,2 millions \$ par rapport au deuxième trimestre de 2013. Les activités de la Société du secteur Autres établissements à l'étranger, qui incluent les activités de l'Australie, de Singapour, de la Chine, de Hong Kong et de la Barbade ont aussi contribué à hauteur de 2,5 millions \$ à la hausse des produits tirés du financement de sociétés. Ces augmentations des produits tirés du financement de sociétés ont été en partie annulées par une réduction de 6,8 millions \$ au Canada.

Les honoraires de consultation se sont établis à 29,9 millions \$, soit une hausse de 1,3 million \$, ou 4,6 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Les honoraires de consultation se sont accrus de 2,0 millions \$ au Canada et de 3,1 millions \$ au Royaume-Uni et en Europe, mais ont reculé de 4,0 millions \$ aux États-Unis.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste se sont élevés à 18,9 millions \$, soit un bond de 1,8 million \$ par rapport à 17,1 millions \$ au T2/13. La hausse des produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste est principalement attribuable à une croissance de 1,5 million \$ au Royaume-Uni et en Europe.

Les autres produits se sont chiffrés à 6,3 millions \$, une diminution de 2,4 millions \$ comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement d'un recul des activités de nos services de courtage de correspondance.

Grâce à une reprise des affaires, à l'amélioration des conditions du marché et à la croissance de nos activités aux États-Unis et au Royaume-Uni et en Europe, ces régions ont enregistré une progression des produits des activités ordinaires au deuxième trimestre de 2013. Au Canada, les produits des activités ordinaires ont cependant souffert en raison de la conjoncture difficile des marchés qui existait au cours du trimestre considéré, particulièrement dans le secteur des ressources.

Premier semestre de l'exercice 2014 par rapport au premier semestre de l'exercice 2013

Les produits des activités ordinaires pour le semestre clos le 30 septembre 2013 se sont établis à 370,5 millions \$, une hausse de 6,1 %, ou 21,4 millions \$, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique essentiellement par une augmentation de 13,5 millions \$ des produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste et de 11,6 millions \$ des honoraires de consultation.

Les commissions et les honoraires se sont chiffrés à 171,9 millions \$, soit une baisse de 2,5 % comparativement à ceux du semestre clos le 30 septembre 2012. Les produits tirés des activités de financement de sociétés se sont quant à eux accrus de 8,2 %, pour atteindre 72,1 millions \$, en raison d'une hausse de 16,3 millions \$ aux États-Unis découlant de l'intensification des activités dans certains secteurs clés.

Les honoraires de consultation de 65,8 millions \$ représentent une augmentation de 21,4 %, ou 11,6 millions \$, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à l'expansion des activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe, qui ont contribué à cette hausse à hauteur de 10,1 millions \$.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste se sont établis à 38,4 millions \$, soit une augmentation de 13,5 millions \$ par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui est attribuable à la solide performance des activités du groupe Actions internationales aux États-Unis.

Les produits d'intérêts ont reculé de 2,2 millions \$, ce qui est en grande partie imputable à une réduction de nos activités de gestion de patrimoine en Amérique du Nord. Au cours du premier semestre de 2014, les autres produits ont diminué de 2,6 millions \$, pour se chiffrer à 9,4 millions \$, du fait de la réduction de nos activités liées aux comptes sur marge des particuliers découlant des fermetures de succursales à la fin du T2/13 et de nos activités de services de courtage de correspondance ainsi que des profits de change moins élevés.

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES PRODUITS POUR LE DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2014¹

(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Semestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2013	2012		2013	2012	
Canada	61 692 \$	80 728 \$	(23,6) %	123 191 \$	157 369 \$	(21,7) %
Royaume-Uni et Europe	68 766	59 706	15,2 %	136 233	108 513	25,5 %
États-Unis	44 357	40 008	10,9 %	97 758	71 702	36,3 %
Autres établissements à l'étranger ²	8 491	6 157	37,9 %	13 355	11 564	15,5 %
Total	183 306 \$	186 599 \$	(1,8) %	370 537 \$	349 148 \$	6,1 %

1) Pour obtenir une description de la répartition géographique des activités de Canaccord, se reporter à la rubrique « Activités de Canaccord » à la page 10.

2) Les autres établissements à l'étranger comprennent les activités de Canaccord International Ltd., de Canaccord Genuity Asia, de Canaccord Genuity Singapore Pte Ltd. et de Canaccord Genuity (Australia) Limited (anciennement Canaccord BGF).

Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013

Au Canada, les produits des activités ordinaires ont affiché une baisse de 19,0 millions \$, passant à 61,7 millions \$ au T2/14, en raison des produits moins élevés tirés de la division des marchés des capitaux et de la division de gestion de patrimoine. Au Canada, nos activités ont enregistré un recul causé par la constante faiblesse du secteur des ressources et les activités limitées des entreprises. De plus, les produits des activités ordinaires ont diminué dans la division de gestion de patrimoine en raison de la fermeture de succursales au deuxième trimestre de l'exercice 2013. Les produits des activités ordinaires provenant du secteur Non sectoriel et autres ont aussi fléchi sous l'effet des profits de change moins élevés et de la réduction des activités de nos services de courtage de correspondance.

Les activités au Royaume-Uni et en Europe ont généré des produits des activités ordinaires de 68,8 millions \$ au T2/14, soit un bond de 9,1 millions \$ attribuable à une hausse des honoraires de consultation de 3,1 millions \$, à une augmentation des produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste de 1,5 million \$ et à l'expansion des activités de gestion de patrimoine du fait de l'achat des activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial Ltd. au T3/13, qui a contribué à hauteur de 5,2 millions \$ à la croissance de cette division. Le tout a été contrebalancé par un recul de 0,5 million \$ des produits tirés du financement de sociétés.

Aux États-Unis, les produits des activités ordinaires se sont élevés à 44,4 millions \$ au T2/14, soit une hausse de 4,4 millions \$, ou 10,9 %, par rapport au T2/13. Cette hausse est principalement le fait de l'augmentation des produits tirés du financement de sociétés découlant de l'amélioration des activités de financement de sociétés dans les secteurs clés et a été en partie annulée par la baisse des honoraires de consultation.

Les produits des activités ordinaires des autres établissements à l'étranger se sont accrus de 2,3 millions \$ par rapport à ceux du T2/13, les produits tirés du financement de sociétés dans la région ayant progressé de 2,5 millions \$, ce qui est principalement attribuable à l'amélioration de la performance de nos activités en Australie.

Premier semestre de l'exercice 2014 par rapport au premier semestre de l'exercice 2013

Depuis le début de l'exercice, les produits des activités ordinaires de tous nos établissements à l'étranger ont augmenté. Les produits des activités ordinaires de nos établissements au Royaume-Uni et en Europe et aux États-Unis ont affiché une hausse de respectivement 25,5 % et 36,3 %, en raison principalement de l'amélioration de la conjoncture des marchés et de l'intensification des activités dans nos secteurs clés. La progression des produits des activités ordinaires dans ces régions a été annulée par une baisse des produits des activités ordinaires au Canada attribuable au ralentissement de la conjoncture des marchés au premier semestre de l'exercice 2014 comparativement au premier semestre de l'exercice 2013.

Charges

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2013, les charges ont été de 184,3 millions \$, soit 10,1 %, ou 20,6 millions \$, de moins qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

POURCENTAGE DES CHARGES PAR RAPPORT AUX PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

(en points de pourcentage)	Trimestres clos les 30 septembre			Semestres clos les 30 septembre		
	2013	2012	Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	2013	2012	Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
Rémunération au rendement	47,7 %	50,7 %	(3,0) p.p.	46,9 %	51,4 %	(4,5) p.p.
Charges salariales	11,8 %	11,5 %	0,3 p.p.	12,1 %	12,7 %	(0,6) p.p.
Autres charges indirectes ¹	38,0 %	36,8 %	1,2 p.p.	37,3 %	42,4 %	(5,1) p.p.
Frais de restructuration	3,0 %	10,1 %	(7,1) p.p.	1,5 %	5,4 %	(3,9) p.p.
Frais connexes aux acquisitions	—	0,7 %	(0,7) p.p.	—	0,4 %	(0,4) p.p.
Total	100,5 %	109,8 %	(9,3) p.p.	97,8 %	112,3 %	(14,5) p.p.

1) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement et les frais de développement.
p.p. : points de pourcentage

Charge de rémunération**Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013**

Pour le trimestre, la charge de rémunération au rendement a été de 87,5 millions \$, en baisse de 7,4 %, ou 7,0 millions \$, ce qui reflète une diminution du ratio de distribution moyen. La charge de rémunération au rendement exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires a reculé de 3,0 points de pourcentage pour s'établir à 47,7 %, contre 50,7 % au deuxième trimestre de l'exercice 2013. Ce recul de la charge de rémunération au rendement exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires reflète les efforts soutenus de surveillance de la structure de rémunération par la Société et les ratios de distribution. Les charges salariales ont relativement peu varié, passant de 21,4 millions \$ au T2/13 à 21,5 millions \$ au T2/14.

Au T2/14, la charge de rémunération totale (rémunération au rendement et charges salariales) exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires a été de 59,5 %, soit 2,7 points de pourcentage de moins en regard de 62,2 % au T2/13.

Premier semestre de l'exercice 2014 par rapport au premier semestre de l'exercice 2013

Pour le premier semestre de l'exercice 2014, la charge de rémunération au rendement a été de 173,8 millions \$, en baisse de 3,0 % comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. La rémunération au rendement en pourcentage du total des produits des activités ordinaires a reculé de 4,5 points de pourcentage, pour s'établir à 46,9 %, ce qui reflète certaines modifications apportées à notre structure de rémunération au rendement au cours de l'exercice considéré.

Les charges salariales de 44,6 millions \$ pour le premier semestre de l'exercice 2014 sont conformes à celles de la période correspondante de l'exercice précédent. La charge de rémunération totale (rémunération au rendement et charges salariales) exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires consolidés a été de 59,0 %, soit 5,1 points de pourcentage de moins en regard de 64,1 % au premier semestre de l'exercice 2013.

AUTRES CHARGES INDIRECTES

(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre			Semestres clos les 30 septembre		
	2013	2012	Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	2013	2012	Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
Frais de négociation	10 336 \$	10 189 \$	1,4 %	22 303 \$	22 776 \$	(2,1) %
Locaux et matériel	9 823	10 842	(9,4) %	19 158	21 696	(11,7) %
Communications et technologie	11 406	11 280	1,1 %	21 930	25 585	(14,3) %
Intérêts	4 063	3 291	23,5 %	8 706	7 842	11,0 %
Frais d'administration	20 440	20 957	(2,5) %	41 263	44 973	(8,2) %
Amortissement ¹	6 020	7 755	(22,4) %	12 581	15 891	(20,8) %
Frais de développement	7 671	4 515	69,9 %	12 501	9 140	36,8 %
Total des autres charges indirectes	69 759 \$	68 829 \$	1,4 %	138 442 \$	147 903 \$	(6,4) %

1) Comprend l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de Genuity, une participation de 50 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited (anciennement Canaccord BGF), de CSHP et d'Eden Financial Ltd.

Autres charges indirectes

Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013

Comparativement au T2/13, les charges indirectes ont augmenté de 1,4 %, ou 0,9 million \$, au deuxième trimestre de l'exercice 2014, pour s'établir à 69,8 millions \$. La hausse des frais de développement et de la charge d'intérêts a été en partie compensée par une baisse des frais d'administration, de la dotation aux amortissements et des frais liés aux locaux et au matériel.

Le regroupement des locaux pour bureaux dans les régions géographiques a contribué à une baisse des frais liés aux locaux et au matériel de 1,0 million \$. La réduction de la dotation aux amortissements liée aux immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de CSHP est la principale raison de la baisse de 1,7 million \$ de la dotation aux amortissements, certaines immobilisations incorporelles étant maintenant entièrement amorties.

Les frais de développement se sont accrues de 3,2 millions \$ en raison de l'amortissement lié au régime incitatif de CSH qui a commencé au T3/13 et aux primes de recrutement versées au cours du trimestre. La charge d'intérêts a aussi augmenté de 0,8 million \$, principalement en raison de l'intensification des activités du groupe Revenu fixe au Canada.

Premier semestre de l'exercice 2014 par rapport au premier semestre de l'exercice 2013

Pour le semestre clos le 30 septembre 2013, les autres charges indirectes ont été de 138,4 millions \$, soit 9,5 millions \$, ou 6,4 %, de moins qu'à la période correspondante de l'exercice précédent. Ce recul s'explique par une baisse des charges dans toutes les catégories, à l'exception d'une hausse des frais de développement et des charges d'intérêts.

Les frais liés aux locaux et au matériel ont diminué de 2,5 millions en raison du regroupement des locaux pour bureaux. Les frais liés aux communications et à la technologie ont enregistré une baisse de 3,7 millions \$ par rapport à ceux du premier semestre de l'exercice 2013, pour se chiffrer à 21,9 millions \$, ce qui est principalement attribuable aux économies de coûts réalisées aux États-Unis et au Royaume-Uni et en Europe. Les charges d'intérêts ont augmenté de 0,9 million \$ au cours de la période, en raison principalement de la hausse aux États-Unis.

Les frais d'administration ont diminué de 3,7 millions \$, puisque la Société a continué à profiter des synergies de coûts et des gains d'efficacité réalisés dans l'ensemble de l'organisation. La réduction de 3,3 millions \$ de la dotation aux amortissements est attribuable à la baisse de l'amortissement des immobilisations incorporelles, comme il en a été question plus haut. Les frais de développement ont augmenté de 3,4 millions \$, ce qui s'explique essentiellement par l'amortissement lié au régime incitatif de CSH et aux primes de recrutement additionnelles.

Au cours du T2/14, la Société a également comptabilisé des frais de restructuration de 5,5 millions \$ qui sont surtout liés à la restructuration de nos activités de ventes et de négociation au Canada ainsi qu'au Royaume-Uni et en Europe, de même que certains frais liés à la fermeture de bureaux.

Résultat net

Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013

La perte nette du T2/14 a été de 0,1 million \$, comparativement à 14,8 millions \$ à la période correspondante de l'exercice précédent. Au T2/14, la perte diluée par action a été de 0,03 \$, comparativement à 0,19 \$ au T2/13. La perte nette comptabilisée au T2/14 est imputable aux frais de restructuration de la période au Canada ainsi qu'au Royaume-Uni et en Europe. La valeur comptable par action ordinaire diluée à la fin du T2/14 a été de 8,00 \$, comparativement à 7,61 \$ à la fin du T2/13.

Compte non tenu des éléments importants¹, qui se composent de l'amortissement des immobilisations incorporelles et des frais de restructuration, le résultat net du T2/14 s'est établi à 6,7 millions \$, comparativement à 5,9 millions \$ au T2/13. Le RPA dilué, compte non tenu des éléments importants¹, a atteint 0,03 \$ au T2/14, contre 0,03 \$ au T2/13.

Un recouvrement d'impôt sur le résultat de 0,9 million \$ a été comptabilisé pour le trimestre considéré, comparativement à un recouvrement d'impôt sur le résultat de 3,5 millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le taux de recouvrement au T2/14 a été touché par l'utilisation des pertes fiscales et autres différences temporelles non comptabilisées lors des exercices précédents par les filiales à l'extérieur du Canada. Par conséquent, le taux de recouvrement effectif au T2/14 s'établissait à 91,6 %, comparativement à 19,0 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Premier semestre de l'exercice 2014 par rapport au premier semestre de l'exercice 2013

Le résultat net pour le premier semestre de 2014 a été de 7,8 millions \$, comparativement à une perte nette de 35,5 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le RPA dilué a été de 0,02 \$, comparativement à (0,43) \$ un an auparavant et le RCP a été de 0,6 %, contre (9,4) % un an auparavant. Le résultat net compte non tenu des éléments importants s'est établi à 18,5 millions \$ et le RPA dilué a été de 0,12 \$, comparativement à une perte diluée par action compte non tenu des éléments importants¹ de 0,17 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse est imputable à la rentabilité accrue de nos établissements à l'étranger.

L'impôt sur le résultat a été de 0,4 million \$ pour le semestre clos le 30 septembre 2013, reflétant un taux d'imposition effectif de 4,3 % depuis le début de l'exercice, comparativement à un recouvrement d'impôt de 7,3 millions \$ et à un taux de recouvrement effectif de 17,2 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. La variation du taux d'imposition effectif est principalement imputable à l'utilisation des pertes fiscales et autres différences temporelles non comptabilisées lors des exercices précédents par les filiales à l'extérieur du Canada.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.

Résultats opérationnels par secteur d'activité

CANACCORD GENUITY^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre			Semestres clos les 30 septembre		
	2013	2012	Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	2013	2012	Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
Produits des activités ordinaires	126 691 \$	120 110 \$	5,5 %	257 897 \$	221 411 \$	16,5 %
Charges						
Rémunération au rendement	64 639	66 579	(2,9) %	126 976	124 741	1,8 %
Charges salariales	8 594	8 670	(0,9) %	17 530	17 481	0,3 %
Autres charges indirectes	46 165	46 050	(0,2) %	91 903	100 102	(8,2) %
Frais de restructuration	5 486	4 395	24,8 %	5 486	4 395	24,8 %
Frais connexes aux acquisitions	—	388	(100,0) %	—	388	(100,0) %
Total des charges	124 884	126 082	(1,0) %	241 895	247 107	(2,1) %
Résultat avant impôt sur le résultat ³	(26) \$	(6 476) \$	99,6 %	11 866 \$	(27 904) \$	142,5 %
Nombre d'employés	975	993	(1,8) %			
Compte non tenu des éléments importants⁴						
Total des charges	117 740 \$	117 863 \$	(0,1) %	233 049 \$	234 515 \$	(0,6) %
Imputations intersectorielles ³	1 833	504	263,7 %	4 136	2 208	87,3 %
Résultat avant impôt sur le résultat ³	7 118	1 743	négl.	20 712	(15 312)	235,3 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés.

2) Les données comprennent les résultats des activités de Canaccord Genuity en Australie depuis la date de clôture du 1^{er} novembre 2011, y compris ceux des activités de gestion de patrimoine. Les résultats opérationnels des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 50 % a été comptabilisée. Les résultats des anciennes entités de CSHP depuis le 22 mars 2012 sont également inclus.

3) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des frais intersectoriels imputés. Voir la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 22.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 12.

négl. : négligeable

Les produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity sont tirés des commissions et des honoraires de consultation gagnés dans le cadre du financement de sociétés, des ventes institutionnelles et des activités de négociation, ainsi que des gains et pertes de négociation découlant des activités de négociation à titre de contrepartiste et des activités internationales de négociation de Canaccord Genuity.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR RÉGION GÉOGRAPHIQUE EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE CANACCORD GENUITY

(en points de pourcentage)	Trimestres clos les 30 septembre			Semestres clos les 30 septembre		
	2013	2012	Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	2013	2012	Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
Produits des activités ordinaires générés dans les régions suivantes :						
Canada	24,7 %	29,5 %	(4,8) p.p.	24,9 %	32,1 %	(7,2) p.p.
Royaume-Uni et Europe	33,9 %	32,5 %	1,4 p.p.	32,3 %	30,8 %	1,5 p.p.
États-Unis	34,7 %	32,9 %	1,8 p.p.	37,6 %	31,9 %	5,7 p.p.
Autres établissements à l'étranger	6,7 %	5,1 %	1,6 p.p.	5,2 %	5,2 %	—
	100,0 %	100,0 %		100,0 %	100,0 %	

p.p. : points de pourcentage

CHARGE DE RÉMUNÉRATION AU RENDEMENT DE CANACCORD GENUITY EXPRIMÉE EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR RÉGION GÉOGRAPHIQUE

(en points de pourcentage)	Trimestres clos les 30 septembre			Semestres clos les 30 septembre		
	2013	2012	Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	2013	2012	Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
Ratio de la rémunération au rendement en pourcentage des produits des activités ordinaires						
Canada	50,9 %	54,9 %	(4,0) p.p.	46,8 %	51,4 %	(4,6) p.p.
Royaume-Uni et Europe	49,9 %	62,0 %	(12,1) p.p.	47,4 %	62,5 %	(15,1) p.p.
États-Unis	52,0 %	51,0 %	1,0 p.p.	50,6 %	55,5 %	(4,9) p.p.
Autres établissements à l'étranger	51,9 %	45,3 %	6,6 p.p.	62,0 %	55,4 %	6,6 p.p.

p.p. : points de pourcentage

Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013
Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity pour le T2/14 se sont élevés à 126,7 millions \$, en hausse de 6,6 millions \$, ou 5,5 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les produits des activités ordinaires au Royaume-Uni et en Europe ainsi qu'aux États-Unis ont enregistré des augmentations de respectivement 3,9 millions \$ et 4,5 millions \$, étant donné la progression des marchés dans ces régions et l'intensification des activités dans certains secteurs clés de financement de sociétés. Les produits tirés des autres établissements à l'étranger ont représenté 6,7 % du total des produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity, en hausse de 1,6 point de pourcentage par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2013. Les activités sur les marchés des capitaux ont diminué en ce qui a trait à nos activités au Canada au deuxième trimestre de 2014, surtout en raison de la baisse des activités de financement de sociétés et des commissions et honoraires au cours de la période, entraînant une chute de 11,8 % du total des produits des activités ordinaires.

Charges

Les charges du T2/14 ont été de 124,9 millions \$, soit une baisse de 1,2 million \$, ou 1,0 %. La charge de rémunération au rendement s'est établie à 64,6 millions \$ pour le trimestre, soit 1,9 million \$, ou 2,9 %, de plus qu'au T2/13. La charge de rémunération au rendement exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 4,4 points de pourcentage, passant de 55,4 % au T2/13 à 51,0 %. Cette diminution de la charge de rémunération au rendement exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires est principalement le fait de certains changements apportés à la structure de rémunération et de la baisse du ratio de distribution ainsi que de la réduction découlant du regroupement des activités sur les marchés des capitaux et des activités de consultation au Royaume-Uni et en Europe. Les produits des activités ordinaires plus élevés combinés à la réduction de la rémunération ont entraîné une chute de 12,1 points de pourcentage du ratio de la rémunération au rendement en pourcentage des produits des activités ordinaires de nos activités au Royaume-Uni et en Europe.

La majeure partie des charges indirectes du secteur des marchés des capitaux ont baissé, la Société ayant commencé à profiter des efforts de restructuration déployés au cours de l'exercice 2013. Par suite de ces efforts de restructuration, les frais d'administration et les frais liés aux locaux et au matériel ont diminué par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Avant le T1/14, certains frais de négociation, de compensation et de règlement étaient inclus dans les frais intersectoriels imputés au Canada. À compter du T1/14, la méthode d'établissement de ces frais a été modifiée. Ils ont donc été classés comme frais de négociation dans la division applicable et comme recouvrement des frais de négociation dans le secteur Non sectoriel et autres. Cette modification a entraîné une augmentation de 0,5 million \$ des frais de négociation comparativement au T2/13 au Canada. Les frais de négociation ont augmenté de 0,7 million \$ aux États-Unis du fait de la croissance de la clientèle et des activités de négociation à titre de contrepartiste. Au Royaume-Uni, les frais de négociation ont enregistré une hausse de 0,3 million \$.

Au T2/14, les frais d'administration se sont élevés à 12,1 millions \$, soit 1,6 million \$, ou 11,5 %, de moins qu'au T2/13, ce qui s'explique par les efforts continus de réduction des coûts. Comme il est indiqué ci-dessus, les efforts de restructuration de la Société au cours de l'exercice 2013 comprenaient le regroupement des locaux pour bureaux de nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis et au Royaume-Uni et en Europe, ce qui a entraîné une baisse de 0,8 million \$ des frais liés aux locaux et au matériel au T2/14.

La dotation aux amortissements s'est établie à 3,3 millions \$ au T2/14, soit 1,9 million \$, ou 36,0 %, de moins qu'au T2/13, étant donné que certaines immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de CSHP sont maintenant entièrement amorties.

La Société a aussi comptabilisé 5,5 millions \$ en frais de restructuration qui se rapportent essentiellement à la restructuration des activités de ventes et de négociation au Canada ainsi qu'au Royaume-Uni et en Europe, de même que certains frais liés à la fermeture de bureaux.

Résultat avant impôt sur le résultat

La perte avant impôt sur le résultat, compte tenu des charges indirectes imputées pour le trimestre, a été de 0,03 million \$, contre 6,5 millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Compte tenu des éléments importants, le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 7,1 millions \$, une progression de 5,4 millions \$, comparativement au résultat de 1,7 million \$ obtenu au T2/13. L'augmentation du résultat avant impôt sur le résultat s'explique par l'amélioration de la conjoncture des marchés qui a entraîné une hausse du résultat aux États-Unis et au Royaume-Uni et en Europe ainsi que par la mise en œuvre de stratégies de réduction des coûts.

Premier semestre de l'exercice 2014 par rapport au premier semestre de l'exercice 2013

Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity pour le premier semestre de l'exercice 2014 se sont élevés à 257,9 millions \$, en hausse de 36,5 millions \$ par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits des activités ordinaires au Royaume-Uni et en Europe et aux États-Unis se sont accrus de respectivement 22,2 % et 37,5 %, ce qui s'explique par l'amélioration de la conjoncture du marché et des activités des entreprises dans nos secteurs clés dans ces régions.

Les activités sur les marchés des capitaux ont diminué au Canada au premier semestre de 2014, surtout en raison de la faiblesse du marché des ressources, ce qui a entraîné une baisse des produits des activités ordinaires de 9,7 %. Les produits tirés des autres établissements à l'étranger ont représenté 5,2 % du total des produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity, ce qui se compare à ceux du premier semestre de l'exercice 2013.

Charges

Les charges du premier semestre de l'exercice 2014 ont été de 241,9 millions \$, soit une baisse de 5,2 millions \$, ou 2,1 %. Comme il en a déjà été question, les efforts de restructuration de la Société au cours de l'exercice 2013 se sont traduits par une baisse de la plupart des charges indirectes. Les frais d'administration, la dotation aux amortissements, les frais liés aux communications et à la technologie et les frais liés aux locaux et au matériel ont tous diminué par rapport à ceux du premier semestre de l'exercice 2013.

Une hausse des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement a conduit à une croissance de 2,2 millions \$ de la rémunération au rendement. Le ratio de la rémunération au rendement a reculé, passant de 56,3 % à 49,2 % pour les raisons évoquées plus haut.

Les frais liés aux communications et à la technologie ont reculé de 3,6 millions \$, ou 20,7 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, puisque les abonnements, les permis et les autres frais en double découlant de l'acquisition de CSHP au T3/12 ont été éliminés. La réduction de 4,0 millions \$ de la dotation aux amortissements s'explique par la diminution de l'amortissement des immobilisations incorporelles, certaines d'entre elles étant maintenant entièrement amorties. Les frais d'administration ont affiché une baisse de 4,4 millions \$ et les frais liés aux locaux et au matériel, de 2,1 millions \$, grâce aux efforts continus d'élimination et de réduction des coûts.

Les charges d'intérêt ont augmenté de 0,9 million \$ en raison de l'intensification de l'activité sur les marchés des capitaux aux États-Unis. Le reclassement des frais de négociation dont il a été question ci-dessus a aussi entraîné une hausse de 2,6 millions \$ des frais de négociation de ce secteur.

Au cours du premier semestre de l'exercice 2014, des frais de restructuration de 5,5 millions \$ ont été engagés qui se rapportaient essentiellement à la restructuration des activités de ventes et de négociation au Canada ainsi qu'au Royaume-Uni et en Europe, de même que certains frais liés à la fermeture de bureaux.

Résultat avant impôt sur le résultat

Le résultat avant impôt sur le résultat pour le premier semestre de l'exercice 2014 a été de 11,9 millions \$, une hausse de 39,8 millions \$, ou 142,5 %, comparativement à la perte de 27,9 millions \$ enregistrée pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation du résultat avant impôt sur le résultat s'explique par l'amélioration enregistrée sur les marchés qui a entraîné une hausse du résultat aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe et dans les autres établissements à l'étranger ainsi que par la mise en œuvre de stratégies de réduction des coûts. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat avant impôt sur le résultat pour le semestre clos le 30 septembre 2013 s'est établi à 20,7 millions \$, comparativement à une perte avant impôt sur le résultat de 15,3 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY EN AMÉRIQUE DU NORD¹

(en milliers \$ CA, sauf les ASA et les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés et d'équipes de conseillers, et les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre			Semestres clos les 30 septembre		
	2013	2012	Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	2013	2012	Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
Produits des activités ordinaires	24 413 \$	35 814 \$	(31,8) %	51 255 \$	72 581 \$	(29,4) %
Charges						
Rémunération au rendement	12 605	19 797	(36,3) %	25 689	38 829	(33,8) %
Charges salariales	2 644	3 404	(22,3) %	6 419	7 108	(9,7) %
Autres charges indirectes	11 128	10 611	4,9 %	21 435	22 426	(4,4) %
Frais de restructuration	—	13 567	(100,0) %	—	13 567	(100,0) %
Total des charges	26 377	47 379	(44,3) %	53 543	81 930	(34,6) %
Imputations intersectorielles ²	3 182	9 222	(65,5) %	7 990	18 647	(57,2) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	(5 146) \$	(20 787) \$	75,2 %	(10 278) \$	(27 996) \$	63,3 %
ASG – Canada (discrétionnaires) ³	935	784	19,3 %			
ASA – Canada ⁴	9 427	13 344	(29,4) %			
Nombre d'équipes de conseillers – Canada	163	231	(29,4) %			
Nombre d'employés	430	617	(30,3) %			
Compte non tenu des éléments importants⁵						
Total des charges	26 377 \$	33 812 \$	(22,0) %	53 543 \$	68 363 \$	(21,7) %
Imputations intersectorielles ²	3 182	9 222	(65,5) %	7 990	18 647	(57,2) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	(5 146)	(7 220)	28,7 %	(10 278)	(14 429)	28,8 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, à l'exception des ASG, des ASA, du nombre d'équipes de conseillers et du nombre d'employés.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Voir la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 22.

3) Les ASG au Canada sont les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de nos programmes généralement appelés Programme de conseils en placement CT et Programme de gestion des placements des particuliers CT.

4) Les ASA au Canada représentent la valeur de marché des actifs des clients qui sont administrés par Canaccord et dont celle-ci tire des commissions et des honoraires.

5) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 12.

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts sur marge et des commissions et honoraires gagnés relativement aux transactions de financement de sociétés et aux transactions mettant en jeu du capital de risque de particuliers.

Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Amérique du Nord se sont établis à 24,4 millions \$, soit une baisse de 11,4 millions \$, ou 31,8 %, découlant surtout de la conjoncture économique plus anémique au T2/14 au Canada.

Au 30 septembre 2013, les ASA au Canada avaient reculé de 29,4 % comparativement au 30 septembre 2012 pour s'établir à 9,4 milliards \$, en raison essentiellement de la faiblesse des conditions du marché au Canada et des fermetures de succursales au T2/13. Les ASG au Canada se sont accrus de 19,3 % par rapport au T2/13 en raison d'une nouvelle stratégie privilégiant les comptes assortis d'honoraires et les comptes gérés au détriment des comptes classiques à la commission. On comptait 163 équipes de conseillers au Canada, soit 68 de moins qu'il y a un an, conséquence des fermetures de succursales. Les produits tirés des honoraires au titre de nos activités en Amérique du Nord ont crû de 9,6 points de pourcentage par rapport au même trimestre de l'exercice précédent et représentaient 35,8 % des produits de gestion de patrimoine au Canada au deuxième trimestre de l'exercice 2014.

Les charges du T2/14 ont été de 26,4 millions \$, soit une diminution de 44,3 %, ou 21,0 millions \$. La charge de rémunération totale de 15,2 millions \$ était en baisse de 8,0 millions \$ par rapport à celle du T2/13, ce qui s'explique par la diminution des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement au cours du trimestre. Les fermetures de succursales et les efforts de réduction des coûts ont donné lieu à la baisse de certaines charges indirectes, comme les frais d'administration, les frais liés aux locaux et au matériel et les frais de développement, par rapport à ceux du T2/13.

Avant le T1/14, certains frais de négociation, de compensation et de règlement étaient inclus dans les frais intersectoriels imputés au Canada. À compter du T1/14, la méthode d'établissement de ces frais a été modifiée. Ils ont donc été classés comme frais de négociation dans la division applicable et comme recouvrement des frais de négociation dans le secteur Non sectoriel et autres. Cette modification a entraîné une augmentation de 2,4 millions \$ des frais de négociation de la division de gestion de patrimoine de l'Amérique du Nord.

La perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 5,1 millions \$, comparativement à 20,8 millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui s'explique essentiellement par les frais de restructuration de 13,6 millions \$ enregistrés au T2/13. Les conditions de marché difficiles pour le secteur de la gestion de patrimoine indépendant au Canada ont entraîné une perte avant impôt sur le résultat au T2/14.

Premier semestre de l'exercice 2014 par rapport au premier semestre de l'exercice 2013

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Amérique du Nord ont atteint 51,3 millions \$ au premier semestre de l'exercice 2014, une baisse de 21,3 millions \$ par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent attribuable aux conditions de marché difficiles qui régnaient depuis le début de l'exercice 2014.

Pour le semestre clos le 30 septembre 2013, les charges ont été de 53,5 millions \$, soit 28,4 millions \$, ou 34,6 %, de moins qu'à la période correspondante de l'exercice précédent.

La charge de rémunération au rendement a diminué de 13,1 millions \$ du fait d'une baisse des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. De plus, grâce aux fermetures de succursales au cours de l'exercice 2013 et aux initiatives de réduction des coûts, les frais liés aux locaux et au matériel ont reculé de 0,9 million \$, les frais d'administration, de 2,5 millions \$ et les frais de développement, de 1,1 million \$. Ces diminutions ont été contrebalancées par une augmentation de 4,0 millions \$ des frais de négociation par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Comme il en a déjà été question, la hausse des frais de négociation découle d'une modification de la manière d'imputer certains frais de négociation, de compensation et de règlement par les divisions canadiennes.

Des frais de restructuration de 13,6 millions \$ ont été comptabilisés pour le premier semestre de l'exercice 2013. Ils découlent de la fermeture de succursales dont le rendement est insuffisant.

La perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 10,3 millions \$ pour le premier semestre de l'exercice 2014, comparativement à 28,0 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY AU ROYAUME-UNI ET EN EUROPE^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf les ASA et les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés, d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre			Semestres clos les 30 septembre		
	2013	2012	Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	2013	2012	Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
Produits des activités ordinaires	25 830 \$	20 672 \$	25,0 %	52 808 \$	40 259 \$	31,2 %
Charges						
Rémunération au rendement	9 132	8 091	12,9 %	19 119	15 831	20,8 %
Charges salariales	3 559	2 281	56,0 %	6 565	4 833	35,8 %
Autres charges indirectes	9 451	7 117	32,8 %	18 584	14 385	29,2 %
Frais connexes aux acquisitions	—	900	(100,0) %	—	900	(100,0) %
Total des charges	22 142	18 389	20,4 %	44 268	35 949	23,1 %
Imputations intersectorielles ³	1 880	2 014	(6,7) %	3 513	3 224	9,0 %
Résultat avant impôt sur le résultat ³	1 808 \$	269 \$	négl.	5 027 \$	1 086 \$	négl.
ASG – Royaume-Uni et Europe ⁴	17 655	13 122	34,5 %			
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds – Royaume-Uni et Europe	115	96	19,8 %			
Nombre d'employés	287	262	9,5 %			
Compte non tenu des éléments importants⁵						
Total des charges	20 391 \$	15 875 \$	28,4 %	40 628 \$	32 437 \$	25,3 %
Imputations intersectorielles ³	1 880	2 014	(6,7) %	3 513	3 224	9,0 %
Résultat avant impôt sur le résultat ³	3 559	2 783	27,9 %	8 667	4 598	88,5 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, à l'exception des ASG, du nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds et du nombre d'employés.

2) Comprend les résultats opérationnels des activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial Ltd. depuis le 1^{er} octobre 2012.

3) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Voir la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 22.

4) Les ASG au Royaume-Uni et en Europe représentent la valeur de marché des actifs des clients qui sont gérés et administrés par Canaccord, qui en tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure comprend les comptes discrétionnaires et non discrétionnaires.

5) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 12.

négl. : négligeable

Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013

Les produits des activités ordinaires générés par nos activités au Royaume-Uni et en Europe proviennent en grande partie des comptes assortis d'honoraires et des activités de gestion de portefeuille et, par conséquent, sont peu sensibles aux variations des conditions de marché. Par suite de l'acquisition des activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial Ltd., Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe a encore étendu ses activités au Royaume-Uni. Pour le T2/14, les produits des activités ordinaires ont atteint 25,8 millions \$, une hausse de 25,0 % par rapport à ceux du T2/13.

Au 30 septembre 2013, les ASG au Royaume-Uni et en Europe s'établissaient à 17,7 milliards \$. Les produits tirés des honoraires au titre de nos activités au Royaume-Uni et en Europe représentaient 62,5 % du total des produits des activités ordinaires de cette région. Comme il a déjà été mentionné, ces activités affichent une proportion plus élevée de produits tirés des honoraires et de comptes gérés que nos activités de gestion de patrimoine au Canada.

La charge de rémunération au rendement s'est élevée à 9,1 millions \$, une hausse de 1,0 million \$, ou 12,9 %, par rapport au T2/13. Cette hausse correspond à l'augmentation des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. L'augmentation de 1,3 million \$ des charges salariales est conforme à l'accroissement de l'effectif au T2/14 comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les frais de développement de 1,4 million \$ se rapportent à l'amortissement des régimes d'intéressement au titre des nouvelles embauches et au régime incitatif de CSH.

Le résultat avant impôt sur le résultat s'est élevé à 1,8 million \$, comparativement à 0,3 million \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Premier semestre de l'exercice 2014 par rapport au premier semestre de l'exercice 2013

Les produits des activités ordinaires provenant de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe se sont établis à 52,8 millions \$ pour le premier semestre de l'exercice 2014, une hausse de 12,5 millions \$, ou 31,2 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent.

Les charges du semestre clos le 30 septembre 2013 se sont chiffrées à 44,3 millions \$, une augmentation de 8,3 millions \$, ou 23,1 %, comparativement à celles de la période correspondante de l'exercice précédent. La charge de rémunération totale (rémunération au rendement et charges salariales) surpassait celle du premier semestre de l'exercice 2013 par 5,0 millions \$ et découlait de produits ouvrant droit à la rémunération au rendement plus élevés et de l'accroissement de l'effectif. Il y a également eu une hausse de 2,3 millions \$ des frais de développement relativement aux mesures d'intéressement au titre des nouvelles embauches et au régime incitatif de CSH.

La dotation aux amortissements s'est accrue de 0,8 million \$ en raison de l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises lors de l'achat des activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial Ltd.

Le résultat avant impôt sur le résultat s'est élevé à 5,0 millions \$ pour le premier semestre de l'exercice 2014, comparativement à 1,1 million \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse du résultat s'explique principalement par les produits des activités ordinaires plus importants enregistrés pour le premier semestre de l'exercice 2014.

NON SECTORIEL ET AUTRES¹

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre			Semestres clos les 30 septembre		
	2013	2012	Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	2013	2012	Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
Produits des activités ordinaires	6 372 \$	10 003 \$	(36,3) %	8 577 \$	14 897 \$	(42,4) %
Charges						
Rémunération au rendement	1 135	47	négl.	2 052	(111)	négl.
Charges salariales	6 709	7 062	(5,0) %	14 102	15 193	(7,2) %
Autres charges indirectes	3 015	5 051	(40,3) %	6 520	10 990	(40,7) %
Frais de restructuration	—	900	(100,0) %	—	900	(100,0) %
Total des charges	10 859	13 060	(16,9) %	22 674	26 972	(15,9) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	2 408 \$	8 683 \$	(72,3) %	1 542 \$	12 004 \$	(87,2) %
Nombre d'employés	320	343	(6,7) %			
Compte non tenu des éléments importants³						
Total des charges	10 859 \$	12 160 \$	(10,7) %	22 674 \$	26 072 \$	(13,0) %
Imputations intersectorielles ²	(6 895)	(11 740)	41,3 %	(15 639)	(24 079)	35,1 %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	2 408	9 583	(74,9) %	1 542	12 904	(88,1) %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf le nombre d'employés.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Voir la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 22.

3) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 12.

négl. : négligeable

Ce secteur administratif, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges au titre de la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres produits d'intérêts, les profits et pertes de change, et les charges qui ne sont pas précisément imputables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ce secteur comprend également les groupes de services opérationnels et de soutien de Canaccord, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des finances et de toutes les autres fonctions administratives.

Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013

Les produits des activités ordinaires pour le trimestre clos le 30 septembre 2013 se sont fixés à 6,4 millions \$, en baisse de 3,6 millions \$, ou 36,3 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La variation est principalement imputable à un fléchissement des profits de change au T2/14 sous l'effet de la fluctuation du dollar canadien et à la réduction des produits des activités ordinaires associés aux activités de services de courtage de correspondance.

Les charges du T2/14 ont été de 10,9 millions \$, soit une diminution de 2,2 millions \$, ou 16,9 %, attribuable surtout aux recouvrements de frais de négociation découlant de la modification de la méthode de comptabilisation de certains frais de négociation, de compensation et de règlement par les divisions Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada. Cette diminution a été atténuée par une augmentation des frais d'administration. Dans l'ensemble, le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 2,4 millions \$ au T2/14, comparativement à 8,7 millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Premier semestre de l'exercice 2014 par rapport au premier semestre de l'exercice 2013

Les produits des activités ordinaires ont affiché une baisse de 6,3 millions \$ au premier semestre de l'exercice 2013, pour atteindre 8,6 millions \$ pour le semestre clos le 30 septembre 2013, ce qui est principalement attribuable à une diminution des profits de change pour le premier semestre de l'exercice 2014 et à une réduction des produits des services de courtage de correspondance.

Pour le premier semestre de l'exercice 2014, les charges ont été de 22,7 millions \$, soit une baisse de 4,3 millions \$. La diminution de l'ensemble des charges s'explique par l'importante réduction des frais de négociation attribuable aux recouvrements de frais de négociation, comme il en a déjà été question. La charge de rémunération au rendement a augmenté de 2,2 millions \$ du fait d'une hausse de la rentabilité du groupe. Les frais d'administration se sont accrus de 2,8 millions \$.

Dans l'ensemble, le résultat avant impôt sur le résultat s'est élevé à 1,5 million \$, comparativement à 12,0 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Frais intersectoriels imputés

Le secteur administratif Non sectoriel et autres comprend certains frais de services de soutien et de recherche et d'autres frais qui ont été engagés pour soutenir les activités de Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada. Avant le T1/14, certains frais de négociation, de compensation et de règlement étaient inclus dans les frais intersectoriels imputés. À compter du T1/14, ces frais ont été classés comme frais de négociation dans la division applicable et comme recouvrement des frais de négociation dans le secteur Non sectoriel et autres. En outre, certaines charges indirectes sont facturées à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe par Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe et sont incluses dans les frais intersectoriels imputés pour ces divisions.

Situation financière

Certains postes de l'état de la situation financière consolidé résumé intermédiaire non audité ont enregistré les variations décrites ci-dessous par rapport aux états financiers consolidés annuels audités.

ACTIFS

La trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 360,2 millions \$ au 30 septembre 2013, contre 491,0 millions \$ au 31 mars 2013. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section « Situation de trésorerie et sources de financement » à la page 23.

Les titres détenus s'établissaient à 929,2 millions \$ au 30 septembre 2013, en hausse de 4,9 millions \$ par rapport à 924,3 millions \$ au 31 mars 2013, en raison d'une hausse des titres de créance de sociétés et de gouvernements ainsi que des actions et des débetures convertibles détenues.

Les créances clients s'élevaient à 2,3 milliards \$ au 30 septembre 2013, en comparaison de 2,5 milliards \$ au 31 mars 2013; cette hausse s'explique surtout par une diminution des montants à recevoir des courtiers en valeurs mobilières.

Le goodwill atteignait 496,5 millions \$ et les immobilisations incorporelles, 126,2 millions \$ au 30 septembre 2013, ce qui représente le goodwill et les immobilisations incorporelles acquis dans le cadre des acquisitions de Marchés des capitaux Genuity, de The Balloch Group, de CSHP, d'une participation de 50 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited (anciennement Canaccord BGF), des activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial Ltd. et de l'acquisition de certains actifs de Kenosis Capital Partners. Au 31 mars 2013, le goodwill s'établissait à 484,7 millions \$ et les immobilisations incorporelles, à 130,3 millions \$. La diminution des immobilisations incorporelles s'explique surtout par l'amortissement connexe comptabilisé au cours du semestre clos le 30 septembre 2013.

Les autres actifs, composés de l'impôt sur le résultat à recevoir, des actifs d'impôt différé, du matériel et des aménagements des locaux loués et des placements, se sont établis à 64,9 millions \$ au 30 septembre 2013, comparativement à 59,2 millions \$ au 31 mars 2013. La hausse des autres actifs est essentiellement imputable à un placement de 5,0 millions \$ dans Canadian First Financial Holdings Limited (Canadian First), une société fermée qui fournit des services financiers de détail au Canada, réalisé au cours du semestre clos le 30 septembre 2013.

PASSIFS

Les découverts bancaires et les emprunts remboursables à vue utilisés par Canaccord peuvent varier considérablement d'un jour à l'autre puisqu'ils sont liés aux opérations sur titres. Au 30 septembre 2013, Canaccord disposait de facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni d'un montant total de 716,0 millions \$ (705,5 millions \$ au 31 mars 2013). Ces facilités de crédit, constituées d'emprunts remboursables à vue, de la dette subordonnée, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Au 30 septembre 2013, la dette bancaire de la Société était de 83,4 millions \$, en comparaison de 66,1 millions \$ au 31 mars 2013.

Les titres vendus à découvert s'élevaient à 718,8 millions \$ au 30 septembre 2013, contre 689,0 millions \$ au 31 mars 2013 en raison principalement d'une augmentation des positions vendeur sur les titres de créance de sociétés et de gouvernements ainsi que sur les actions et les débiteures convertibles.

Les dettes fournisseurs, y compris les provisions, s'établissaient à 2,3 milliards \$ au 30 septembre 2013, en baisse comparativement à 2,7 milliards \$ au 31 mars 2013, en raison essentiellement d'une diminution des sommes dues aux clients et aux courtiers en valeurs mobilières.

Les autres passifs, incluant la dette subordonnée, la contrepartie éventuelle, l'impôt sur le résultat à payer et les passifs d'impôt différé, s'élevaient à 30,8 millions \$ au 30 septembre 2013, en comparaison de 36,2 millions \$ au 31 mars 2013. La baisse s'explique surtout par la diminution de l'impôt sur le résultat à payer.

Les participations ne donnant pas le contrôle s'établissaient à 12,4 millions \$ au 30 septembre 2013, en comparaison de 16,2 millions \$ au 31 mars 2013, ce qui représente 50 % de l'actif net de nos activités en Australie.

Arrangements hors bilan

Une filiale de la Société a obtenu des lettres de crédit de soutien irrévocables garanties auprès d'une institution financière totalisant 3,3 millions \$ (3,2 millions \$ US) (3,3 millions \$ (3,2 millions \$ US) au 31 mars 2013) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à Boston et à New York.

Situation de trésorerie et sources de financement

La structure du capital de Canaccord englobe les actions privilégiées, les actions ordinaires, le surplus d'apport, les résultats non distribués et le cumul des autres éléments du résultat global. Au 30 septembre 2013, la trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 360,2 millions \$, en baisse de 130,8 millions \$ par rapport à 491,0 millions \$ au 31 mars 2013. Au cours du semestre clos le 30 septembre 2013, un montant de 15,4 millions \$ a été affecté aux activités de financement, en raison essentiellement des dividendes versés, des actions ordinaires acquises dans le cadre du régime d'intéressement à long terme (RILT) ainsi que du rachat d'actions aux fins d'annulation, qui ont été contrebalancés par une augmentation de la dette bancaire. Un montant de 11,2 millions \$ a été affecté aux activités d'investissement, essentiellement pour l'acquisition de matériel et l'aménagement des locaux loués ainsi que pour le placement dans Canadian First. Un montant de 110,0 millions \$ a été affecté aux activités d'exploitation, essentiellement par suite de la diminution des dettes fournisseurs, des charges à payer et des provisions, contrebalancée par une baisse des créances clients. Une augmentation de la trésorerie de 5,7 millions \$ est attribuable à l'incidence du change sur les soldes de trésorerie. Au total, la trésorerie nette a reculé de 130,8 millions \$ par rapport au 31 mars 2013.

Les activités de Canaccord nécessitent des capitaux aux fins des activités d'exploitation et de la réglementation. Les actifs courants figurant aux états de la situation financière consolidés résumés intermédiaires non audités de Canaccord sont, en majeure partie, très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. Les titres vendus à découvert sont des titres hautement liquides. La juste valeur de ces titres fluctue chaque jour, car des facteurs comme des changements dans les conditions de marché, la conjoncture économique et les perspectives des investisseurs influent sur les prix du marché. Les créances clients sont garanties par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des transactions ouvertes à court terme, qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de trois jours, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre de transactions qui peuvent être conclues à vue en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients.

Dans le cours normal des activités, la Société conclut des contrats qui donnent lieu à des engagements à l'égard de paiements minimaux futurs qui ont une influence sur sa situation de trésorerie.

Le tableau suivant résume les obligations contractuelles à long terme de Canaccord au 30 septembre 2013 :

(en milliers \$ CA)	Obligations contractuelles – paiements exigibles par période				
	Total	Exercice 2015	Exercice 2016– Exercice 2017	Exercice 2018– Exercice 2019	Par la suite
Contrats de location simple relatifs aux locaux et au matériel	204 181 \$	32 510 \$	58 869 \$	41 164 \$	71 638 \$

Données sur les actions en circulation

	Actions en circulation aux 30 septembre	
	2013	2012
Actions privilégiées		
Actions de série A émises et en circulation	4 540 000	4 540 000
Actions de série C émises et en circulation	4 000 000	4 000 000
Actions ordinaires		
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis ¹	93 951 272	93 991 129
Nombre d'actions émises et en circulation ²	102 519 742	102 381 448
Nombre d'actions émises et en circulation – dilué ³	109 603 592	108 789 119
Nombre moyen d'actions en circulation – de base	94 622 479	93 963 447
Nombre moyen d'actions en circulation – dilué	103 363 909	102 096 163

1) Exclut 3 802 285 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste, 4 708 485 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par une fiducie pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT et 57 700 actions propres acquises dans le cadre de l'OPRCNA à des fins d'annulation.

2) Inclut 3 802 285 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste, 4 708 485 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par une fiducie pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT et 57 700 actions propres acquises dans le cadre de l'OPRCNA à des fins d'annulation.

3) Inclut des engagements à l'égard de l'émission de 8 880 697 actions, ajusté pour tenir compte du nombre estimatif de renoncements, et exclut 57 700 actions propres acquises dans le cadre de l'OPRCNA à des fins d'annulation.

En août 2012, la Société a déposé un avis de renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) qui lui permet de racheter, à sa discrétion, jusqu'à concurrence de 3 000 000 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, entre le 13 août 2012 et le 12 août 2013. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter des actions ordinaires à des fins d'annulation. Un total de 924 040 actions ont été rachetées dans le cadre de l'OPRCNA entre le 13 août 2012 et le 12 août 2013, puis annulées.

Le 6 août 2013, la Société a déposé un avis de renouvellement de son OPRCNA qui lui permet de racheter, à sa discrétion, jusqu'à concurrence de 5 136 948 actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, entre le 13 août 2013 et le 12 août 2014. Tout rachat effectué dans le cadre de cette OPRCNA a pour but de permettre à la Société de racheter ses actions à des fins d'annulation. Le nombre maximal d'actions qui pourraient être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représente 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Entre le 13 août 2013 et le 30 septembre 2013, 437 456 actions ont été rachetées dans le cadre de l'OPRCNA, desquelles 379 756 actions ont été annulées et 57 700 actions sont des actions propres acquises à des fins d'annulation.

La Société a également conclu un plan déterminé à l'avance avec un courtier désigné lui permettant de racheter des actions ordinaires dans le cadre de cette OPRCNA. Le courtier de la Société peut racheter les actions ordinaires conformément au plan n'importe quel jour de négociation dans le cadre de l'OPRCNA, y compris à tout moment pendant les périodes d'interdiction d'opérations internes de la Société. Le plan a été passé en revue par la Bourse de Toronto et prendra fin lorsque la Société y mettra fin selon ses conditions ou à la date d'expiration de l'offre, selon la première des deux éventualités.

Les achats effectués aux termes de l'OPRCNA actuelle ont commencé le 13 août 2013 et se poursuivront pendant un an (jusqu'au 12 août 2014) à la discrétion de la Société. La contrepartie maximale sera le cours du marché des titres au moment de l'acquisition. Afin de se conformer aux règles de négociation de la Bourse de Toronto et aux conditions de négociation en vertu de la réglementation de l'Union européenne sur le rachat et la stabilisation, les rachats quotidiens sont limités à 26 456 actions ordinaires de la Société (ce qui correspond à a) 25 % du volume de négociation quotidien moyen d'actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours de la période de six mois civile allant de février 2013 à juillet 2013, ou, si ce montant est inférieur, à b) 25 % du volume de négociation quotidien moyen d'actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours du mois de juillet 2013). Pour se conformer à ses exigences réglementaires au Canada et au Royaume-Uni, Canaccord publiera un communiqué de presse au plus tard à la fin de la septième séance boursière quotidienne suivant la date d'exécution des achats.

Au 5 novembre 2013, 102 081 474 actions ordinaires de la Société étaient émises et en circulation.

Régimes de paiements fondés sur des actions

Aucune mise à jour n'a été apportée aux régimes de paiements fondés sur des actions, comme il est mentionné dans le rapport annuel de 2013.

Centre financier international

Canaccord est membre de l'AdvantageBC International Business Centre Society (anciennement connu sous le nom de International Financial Centre British Columbia Society) et du Centre financier international de Montréal, deux organismes fournissant certains avantages financiers et fiscaux en vertu de la loi *International Business Activity Act* de la Colombie-Britannique et de la *Loi sur les centres financiers internationaux* du Québec. Ainsi, le taux d'impôt global de Canaccord est inférieur à celui qui s'appliquerait autrement.

Instruments financiers

CHANGE

Canaccord gère son risque de change en couvrant périodiquement ses règlements en attente par l'achat de monnaies étrangères. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces transactions sont constatés dans les résultats au cours de la période. Au 30 septembre 2013, les contrats à terme en cours visant la vente de dollars américains avaient un notionnel de 6,5 millions \$ US, une hausse de 1,7 million \$ par rapport à il y a un an. Les contrats à terme en cours visant l'achat de dollars américains ont augmenté de 10,3 millions \$ depuis un an avec un notionnel de 22,8 millions \$ US. La juste valeur de ces contrats était nominale. Certaines activités de Canaccord aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, en Australie, à Singapour, à Hong Kong et en Chine se déroulent en monnaie locale; toutefois, tout risque de change à l'égard de ces activités est généralement limité, étant donné que les règlements en attente des deux côtés de la transaction se font habituellement dans la monnaie locale.

Les activités canadiennes de la Société ont aussi une position vendeur nette sur les livres sterling de 3,0 millions £, à un cours moyen de 1,586 (\$ CA/£) et dont la date d'échéance est le 15 octobre 2013, pour couvrir son risque de change sur les règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est minime en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity de la Société au Royaume-Uni et en Europe se charge de la négociation de contrats de change à terme pour le compte de ses clients et de conclure des contrats correspondants avec les contreparties. La Société n'a pas d'exposition nette, en supposant que les contreparties ne manquent pas à leurs obligations.

CONTRATS À TERME STANDARDISÉS

Les activités canadiennes de la Société sont partie à la négociation de contrats à terme standardisés sur obligations qui sont des contrats d'achat ou de vente d'un montant standardisé d'une obligation du gouvernement du Canada sous-jacente, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles d'appels de marge au comptant quotidiens. Les activités canadiennes de la Société négocient des contrats à terme standardisés sur obligations afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Au 30 septembre 2013, le notionnel des contrats à terme standardisés sur obligations en cours s'établissait à 0,5 million \$ (néant au 31 mars 2013).

Depuis le deuxième trimestre de l'exercice 2014, les activités canadiennes de la Société ont commencé à négocier des contrats à terme standardisés sur des bons du Trésor américain. Les activités canadiennes de la Société négocient des contrats à terme standardisés sur des bons du Trésor américain afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Au 30 septembre 2013, la Société avait des contrats à terme standardisés sur des bons du Trésor américain en cours dont le notionnel s'établissait à 5,9 millions \$ (5,7 millions \$ US) (néant au 31 mars 2013).

Les activités du Royaume-Uni de la Société négocient aussi des contrats à terme standardisés sur indice boursier qui sont des contrats d'achat ou de vente d'un montant standardisé d'un indice boursier sous-jacent, à une date et à un prix futurs prédéterminés, et sont susceptibles d'appels de marge au comptant quotidiens. Les activités du Royaume-Uni de la Société négocient des contrats à terme standardisés sur indice boursier afin d'essayer d'atténuer le risque de prix du portefeuille. Au 30 septembre 2013, le notionnel des contrats à terme standardisés sur indice boursier en cours s'établissait à 3,5 millions \$ (2,1 millions £) (néant au 31 mars 2013).

La juste valeur de tous les contrats à terme standardisés dont il est question ci-dessus est minime en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces contrats sont comptabilisés dans le résultat net au cours de période considérée.

Placements

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2013, la Société a effectué un placement de 5,0 millions \$ dans Canadian First Financial Holdings Limited, une société fermée qui fournit des services financiers de détail au Canada.

Regroupements d'entreprises

Le 25 juillet 2013, la Société a acquis la participation restante de 50 % de Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited (CGHKL) pour une contrepartie au comptant de 0,7 million \$ et elle détient désormais cette société en totalité. La juste valeur de l'actif net acquis se rapproche du montant de la contrepartie au comptant. Auparavant, la Société détenait déjà une part d'intérêt de 50 % dans CGHKL par l'intermédiaire de sa participation dans Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. CGHKL détient un permis de la Securities and Futures Commission et exerce ses activités à Hong Kong.

Transactions entre parties liées

Les parties liées à la Société comprennent les personnes ou entités suivantes : a) les entités contrôlées ou sous influence notable de la Société, et b) les principaux dirigeants, dont les administrateurs de la Société, et les membres de la direction qui participent aux décisions d'ordre stratégique de la Société.

Les opérations sur titres effectuées par la Société pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs de Canaccord se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Le produit tiré des commissions sur ces transactions n'est pas important par rapport à celui provenant de l'ensemble des activités de Canaccord.

La Société offre divers régimes de paiements fondés sur des actions à ses principaux dirigeants, incluant des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires, un régime d'intéressement à long terme, le régime incitatif de CSH et des options sur actions. Les administrateurs ont également reçu des options sur actions et peuvent acheter des unités d'actions différées (UAD). Se reporter à la note 18 des états financiers consolidés annuels audités au 31 mars 2013 pour plus d'informations au sujet de la rémunération des principaux dirigeants et des transactions avec ceux-ci. La note 15 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 30 septembre 2013 comprend aussi des renseignements sur les soldes des dettes fournisseurs et des charges à payer qui sont dus aux principaux dirigeants.

Méthodes comptables critiques et estimations

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 30 septembre 2013 ont été dressés selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB).

La préparation des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités selon les IAS 34 exige de la direction qu'elle effectue des estimations et qu'elle pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des actifs et des passifs et sur l'information à fournir à l'égard des actifs éventuels et des passifs éventuels à la date des états financiers. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses. Les comptes qui nécessitent des estimations significatives incluent les paiements fondés sur des actions, l'impôt sur le résultat, les actifs d'impôt différé associés aux pertes fiscales disponibles pour les reports en avant, le goodwill, les immobilisations incorporelles à durée indéterminée et les autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, les provisions et les passifs éventuels.

En particulier, l'évaluation de la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles identifiables à durée indéterminée requiert l'utilisation par la direction des meilleures estimations pour déterminer la juste valeur au moyen des projections des flux de trésorerie actualisés, qui emploient les hypothèses clés sur les flux de trésorerie futurs, les projections en matière de croissance et les taux d'actualisation. En raison des incertitudes économiques persistantes, le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée de toutes les unités génératrices de trésorerie applicables ont fait l'objet de tests de dépréciation intermédiaires en date du 30 septembre 2013.

Se reporter à la note 9 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 30 septembre 2013 pour de plus amples renseignements sur les hypothèses clés utilisées dans le cadre de tests de dépréciation intermédiaires du 30 septembre 2013 à l'égard du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée.

À l'exception des « Modifications des méthodes comptables » décrites ci-dessous, les principales méthodes comptables et les méthodes qui exigent le jugement et les estimations de la direction n'ont pas changé au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2014 et sont présentées dans notre rapport annuel 2013 sous « Méthodes comptables critiques et estimations ».

Modifications des méthodes comptables

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2013, aucune modification importante n'a été apportée aux méthodes comptables énoncées à la note 4 des états financiers consolidés du 31 mars 2013, à l'exception des nouvelles normes suivantes, qui ont été adoptées et ont pris effet en date du 1^{er} avril 2013 :

IFRS 10, ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (IFRS 10)

L'IFRS 10 établit un modèle de contrôle unique qui s'applique à toutes les entités, y compris les entités *ad hoc*. L'IFRS 10 remplace les volets de la Norme comptable internationale (IAS) 27, norme précédemment en vigueur, *États financiers consolidés et individuels*, qui porte sur les états financiers consolidés, de même que l'interprétation SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*. Cette norme modifie la définition du contrôle de sorte qu'un investisseur contrôle une entité émettrice lorsqu'il est exposé ou qu'il a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur celle-ci. Cette norme a remplacé l'approche précédente qui mettait l'accent sur le contrôle juridique ou sur l'exposition aux risques et aux avantages, selon la nature de l'entité. L'adoption de l'IFRS 10 n'a pas eu d'incidence sur les entités consolidées par la Société.

IFRS 12, INFORMATIONS À FOURNIR SUR LES INTÉRÊTS DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTITÉS (IFRS 12)

L'IFRS 12 comprend les informations à fournir relativement aux filiales et aux entreprises associées, et introduit de nouvelles exigences pour les entités structurées non consolidées. Ces exigences en matière d'informations à fournir ne s'appliquent pas aux états financiers consolidés résumés intermédiaires, sauf si des opérations ou des événements importants survenus au cours de la période intermédiaire nécessitent leur présentation. Par conséquent, la Société n'a pas présenté de telles informations. Des informations à fournir additionnelles pourraient être exigées pour les états financiers consolidés annuels de l'exercice se terminant le 31 mars 2014.

IFRS 13, ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (IFRS 13)

L'IFRS 13 établit un cadre unique de lignes directrices pour toutes les évaluations de la juste valeur aux termes des IFRS. L'IFRS 13 ne modifie pas les cas où une entité doit utiliser la juste valeur; elle fournit plutôt des indications sur la manière d'effectuer l'évaluation de la juste valeur selon les IFRS lorsque la juste valeur est requise ou permise. L'application prospective de l'IFRS 13 n'a pas eu d'incidence importante sur les évaluations de la juste valeur menées par la Société.

L'IFRS 13 requiert également des informations spécifiques à fournir sur les justes valeurs, dont certaines remplacent les informations à fournir existantes des autres normes, y compris l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*. Certaines de ces informations à fournir sont expressément requises par l'IAS 34 pour les instruments financiers, ce qui a une incidence sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

IAS 1, PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS (IAS 1)

Les modifications à l'IAS 1 introduisent un groupe d'éléments présentés dans les autres éléments du résultat global. Les éléments qui peuvent être reclassés (ou recyclés) dans le résultat à un certain moment doivent être présentés séparément des éléments qui ne seront jamais reclassés. Il n'y a pas eu de changement à la présentation des éléments contenus dans les autres éléments du résultat global et du résultat net par suite de l'adoption de ces modifications à l'IAS 1. Tous les montants actuellement comptabilisés dans les autres éléments du résultat global seront reclassés dans le résultat net au cours des périodes ultérieures.

IAS 19R, AVANTAGES DU PERSONNEL (IAS 19R)

Les modifications à l'IAS 19R comprennent de nombreux changements à la comptabilisation des régimes d'avantages du personnel, y compris les régimes de retraite à prestations définies et les informations à fournir à cet égard, et apportent des précisions sur la comptabilisation des avantages postérieurs à l'emploi et des indemnités de cessation d'emploi. Les modifications n'ont pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

Modifications futures des méthodes comptables et des estimations

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2013, aucune mise à jour n'a été effectuée au titre des « Modifications futures des méthodes comptables et des estimations » présentées dans notre rapport annuel de 2013. La Société évalue actuellement l'incidence de ces changements sur ses états financiers consolidés et s'il faut adopter de nouvelles exigences de manière anticipée.

Contrôles et procédures sur l'information à fournir et contrôle interne à l'égard de l'information financière**CONTRÔLES ET PROCÉDURES SUR L'INFORMATION À FOURNIR**

D'après l'évaluation en date du 31 mars 2013, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que la conception et le fonctionnement de nos contrôles et procédures sur l'information à fournir étaient efficaces selon le Règlement 52-109. Au cours du semestre clos le 30 septembre 2013, il n'y a eu aucun changement qui pourrait avoir une incidence importante, ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante, sur les contrôles et procédures à l'égard de l'information à fournir.

CHANGEMENTS DANS LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Une évaluation du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société a été effectuée en date du 31 mars 2013. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que le contrôle interne de Canaccord à l'égard de l'information financière était conçu et fonctionnait efficacement, tel qu'il est défini par le Règlement 52-109, et qu'il n'y avait aucune lacune importante. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucune modification au cours du trimestre clos le 30 septembre 2013 qui a eu une incidence importante, ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de Canaccord.

Politique en matière de dividendes

Les dividendes devraient être déclarés et payés trimestriellement, mais le conseil d'administration en déterminera le montant et le moment à son entière discrétion. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de Canaccord ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

Déclaration de dividendes

Le 6 novembre 2013, le conseil d'administration a approuvé les dividendes en espèces suivants : dividende de 0,05 \$ par action ordinaire payable le 10 décembre 2013 aux actionnaires ordinaires inscrits le 22 novembre 2013; dividende de 0,34375 \$ par action privilégiée de série A payable le 31 décembre 2013 aux actionnaires inscrits le 20 décembre 2013; et dividende de 0,359375 \$ par action privilégiée de série C payable le 31 décembre 2013 aux actionnaires inscrits le 20 décembre 2013.

Informations trimestrielles historiques

Les produits des activités ordinaires de Canaccord tirés d'une transaction de prise ferme ne sont comptabilisés que lorsque la transaction est conclue. Par conséquent, la date de comptabilisation des produits peut avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de Canaccord. La structure des charges des activités de Canaccord est conçue pour fournir des services et une couverture dans le contexte du marché actuel.

Rapport de gestion

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles pour les huit derniers trimestres clos au plus tard le 30 septembre 2013. Ces informations ne sont pas auditées, mais elles reflètent tous les ajustements récurrents qui sont, de l'avis de la direction, nécessaires à une juste présentation des résultats d'exploitation pour les périodes présentées. Les comparaisons entre trimestres des résultats financiers ne sont pas nécessairement significatives et ne doivent pas être considérées comme une indication du rendement futur.

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2014				Exercice 2013		Exercice 2012	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Produits des activités ordinaires								
Canaccord Genuity	126 691 \$	131 206 \$	153 997 \$	165 625 \$	120 110 \$	101 301 \$	113 067 \$	93 581 \$
Gestion de patrimoine								
Canaccord Genuity	50 243	53 820	58 929	59 843	56 486	56 354	54 524	44 571
Non sectoriel et autres	6 372	2 205	5 045	4 535	10 003	4 894	10 101	9 737
Total des produits des activités ordinaires	183 306 \$	187 231 \$	217 971 \$	230 003 \$	186 599 \$	162 549 \$	177 692 \$	147 889 \$
Résultat net	(80)	7 883	6 424	10 264	(14 841)	(20 622)	(31 794)	2 531
Résultat par action ordinaire – de base	(0,03) \$	0,06 \$	0,04 \$	0,09 \$	(0,19) \$	(0,24) \$	(0,42) \$	0,02 \$
Résultat par action ordinaire – dilué	(0,03) \$	0,06 \$	0,04 \$	0,08 \$	(0,19) \$	(0,24) \$	(0,42) \$	0,01 \$

Risques

La capacité de la Société de maintenir et d'exécuter sa stratégie d'affaires avec succès dépend de la réputation personnelle de ses employés cadres, de leur jugement, de leur aptitude pour les affaires et de leurs compétences en réalisation de projets. Toute perturbation dans la gestion pourrait se traduire par la perte de clients ou de produits tirés des clients, et pourrait avoir une incidence considérable sur les activités et les résultats opérationnels de la Société.

Le secteur des valeurs mobilières et les activités de Canaccord sont de par leur nature soumis à de nombreux risques inhérents. La conjoncture économique, la concurrence et les facteurs du marché, comme la volatilité des marchés canadiens et internationaux, les taux d'intérêt, le prix des produits de base, les cours du marché, les volumes de négociation et la liquidité auront une incidence importante sur la rentabilité de Canaccord. Un placement dans les actions ordinaires ou privilégiées de Canaccord comporte de nombreux risques, dont certains, y compris le risque de marché, le risque de liquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque lié à la réglementation et le risque juridique, pourraient être importants et sont inhérents aux activités de Canaccord. Canaccord est également directement exposée au risque de prix du marché, au risque de liquidité et au risque de volatilité en raison de ses activités de négociation de titres de participation comme contrepartiste, ainsi qu'au risque de taux d'intérêt et au risque d'écart de taux du fait de ses activités de négociation de titres à revenu fixe comme contrepartiste. Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity dépendent des volumes de négociation et de la valeur de l'actif et, par conséquent, du niveau d'activité sur les marchés, du degré de confiance des investisseurs et des cours de marché. Les produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity dépendent de l'activité de financement des sociétés émettrices, de sa participation à des mandats de consultation, du succès de ses activités de tenue de marché et de négociation à titre de contrepartiste, ainsi que de la volonté des clients institutionnels de négocier des transactions sur les marchés des capitaux et d'y participer activement. Il peut également y avoir un décalage entre les fluctuations du marché, l'évolution de la conjoncture économique et le niveau d'activité de Canaccord sur le marché, et l'incidence que ces facteurs ont sur les résultats d'exploitation et la situation financière de Canaccord.

Le secteur des services financiers est astreint à une abondante réglementation au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, à Singapour, à Hong Kong, en Australie et ailleurs dans le monde. L'observation de nombre de ces règlements comporte pour Canaccord beaucoup de risques, surtout dans les domaines où la réglementation prête à interprétation et à modification. Une modification de la réglementation et des interprétations pourrait avoir une incidence importante sur les activités et le rendement de Canaccord. Le cadre de la gestion du capital mis en place par la Société est conçu pour maintenir le capital à un niveau qui respecte les ratios cibles des filiales réglementées de la Société fixés par leurs organismes de réglementation respectifs, permet de financer les activités courantes et futures et d'assurer que la Société peut s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles viennent à échéance, et favorise la création de valeur pour les actionnaires. La liste des organismes de réglementation qui régissent l'utilisation de capital réglementaire par les filiales de la Société figure à la note 20 des états financiers consolidés annuels audité de Canaccord de l'exercice 2013.

Un rapport sur les risques figure dans la notice annuelle.

Renseignements supplémentaires

Un rapport détaillé sur les activités de Canaccord, ses stratégies, ses objectifs et les risques auxquels elle s'expose figure dans la notice annuelle et le rapport de gestion, y compris les états financiers consolidés annuels audités, qui se trouvent dans le rapport annuel de 2013 de Canaccord, et qui sont disponibles sur notre site Web, à l'adresse <http://www.canaccordgenuitygroup.com/FR/IR/FinReports/Pages/default.aspx>, et sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

États de la situation financière consolidés résumés intermédiaires non audités

Aux (en milliers de dollars canadiens)	Notes	30 septembre 2013	31 mars 2013
ACTIF			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		360 172 \$	491 012 \$
Titres détenus	4	929 247	924 337
Créances clients	6	2 268 642	2 513 958
Impôt sur le résultat à recevoir		3 405	—
Total des actifs courants		3 561 466	3 929 307
Actifs d'impôt différé		10 877	12 552
Placements	7	9 267	3 695
Matériel et aménagements des locaux loués		41 306	42 979
Immobilisations incorporelles	9	126 240	130 283
Goodwill	9	496 526	484 686
		4 245 682 \$	4 603 502 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Passifs courants			
Dette bancaire		83 430 \$	66 138 \$
Titres vendus à découvert	4	718 815	689 020
Dettes fournisseurs et charges à payer	6	2 302 602	2 726 735
Provisions	17	15 066	20 055
Impôt sur le résultat à payer		—	4 428
Contrepartie éventuelle		14 288	14 218
Dette subordonnée		15 000	15 000
Total des passifs courants		3 149 201	3 535 594
Passifs d'impôt différé		1 493	2 576
		3 150 694	3 538 170
Capitaux propres			
Actions privilégiées	11	205 641	205 641
Actions ordinaires	12	651 874	638 456
Surplus d'apport		76 840	85 981
Résultats non distribués		118 386	126 203
Cumul des autres éléments du résultat global		29 872	(7 118)
Total des capitaux propres		1 082 613	1 049 163
Participations ne donnant pas le contrôle		12 375	16 169
Total des capitaux propres		1 094 988	1 065 332
		4 245 682 \$	4 603 502 \$

Voir les notes ci-jointes.

Au nom du conseil d'administration,



PAUL D. REYNOLDS
Administrateur



TERRENCE A. LYONS
Administrateur

États du résultat consolidés résumés intermédiaires non audités

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Notes	Pour les trimestres clos les		Pour les semestres clos les	
		30 septembre 2013	30 septembre 2012	30 septembre 2013	30 septembre 2012
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES					
Commissions et honoraires		81 832 \$	87 525 \$	171 867 \$	176 272 \$
Financement de sociétés		40 283	37 961	72 116	66 622
Honoraires de consultation		29 894	28 571	65 799	54 197
Négociation à titre de contrepartiste		18 883	17 109	38 423	24 956
Intérêts		6 132	6 758	12 937	15 150
Divers		6 282	8 675	9 395	11 951
		183 306	186 599	370 537	349 148
CHARGES					
Rémunération au rendement		87 511	94 514	173 836	179 290
Charges salariales		21 506	21 417	44 616	44 615
Frais de négociation		10 336	10 189	22 303	22 776
Locaux et matériel		9 823	10 842	19 158	21 696
Communications et technologie		11 406	11 280	21 930	25 585
Intérêts		4 063	3 291	8 706	7 842
Frais d'administration		20 440	20 957	41 263	44 973
Amortissement		6 020	7 755	12 581	15 891
Frais de développement		7 671	4 515	12 501	9 140
Frais de restructuration		5 486	18 862	5 486	18 862
Frais connexes aux acquisitions		—	1 288	—	1 288
		184 262	204 910	362 380	391 958
Résultat avant impôt sur le résultat		(956)	(18 311)	8 157	(42 810)
Impôt sur le résultat (recouvrement)					
Exigible	10	607	(21)	(1 572)	(2 297)
Différé	10	(1 483)	(3 449)	1 926	(5 050)
		(876)	(3 470)	354	(7 347)
Résultat net de la période		(80) \$	(14 841) \$	7 803 \$	(35 463) \$
Résultat net attribuable aux :					
Actionnaires de Groupe Canaccord Genuity Inc.		(383) \$	(14 562) \$	8 358 \$	(34 529) \$
Participations ne donnant pas le contrôle		303 \$	(279) \$	(555) \$	(934) \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)					
De base		94 486	93 716	94 622	93 963
Dilué		103 387	102 235	103 364	102 096
Résultat net par action ordinaire					
De base	12iii	(0,03) \$	(0,19) \$	0,03 \$	(0,43) \$
Dilué	12iii	(0,03) \$	(0,19) \$	0,02 \$	(0,43) \$
Dividendes par action ordinaire	13	0,05 \$	0,05 \$	0,10 \$	0,10 \$
Dividendes par action privilégiée de série A	13	0,34 \$	0,34 \$	0,69 \$	0,69 \$
Dividendes par action privilégiée de série C	13	0,36 \$	0,36 \$	0,72 \$	0,72 \$

Voir les notes cjointes.

États du résultat global consolidés résumés intermédiaires non audités

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos les		Pour les semestres clos les	
	30 septembre 2013	30 septembre 2012	30 septembre 2013	30 septembre 2012
Résultat net de la période	(80) \$	(14 841) \$	7 803 \$	(35 463) \$
Autres éléments du résultat global				
Transfert d'un profit net réalisé à la cession d'un actif disponible à la vente (net de l'impôt de 234 \$)	—	(700)	—	(700)
Variation nette des profits latents (pertes latentes) à la conversion des établissements à l'étranger	18 026	(8 382)	35 573	(5 625)
Résultat global de la période	17 946 \$	(23 923) \$	43 376 \$	(41 788) \$
Résultat global attribuable aux :				
Actionnaires de Groupe Canaccord Genuity Inc.	17 637 \$	(23 524) \$	45 348 \$	(40 704) \$
Participations ne donnant pas le contrôle	309 \$	(399) \$	(1 972) \$	(1 084) \$

Voir les notes ci-jointes.

États des variations des capitaux propres consolidés résumés intermédiaires non audités

Pour les semestres clos les (en milliers de dollars canadiens)	Notes	30 septembre 2013	30 septembre 2012
Actions privilégiées au début de la période		205 641 \$	110 818 \$
Actions émises, nettes des frais d'émission	11	—	97 450
Actions propres	11	—	(2 627)
Actions privilégiées à la fin de la période		205 641	205 641
Actions ordinaires au début de la période		638 456	623 739
Actions émises relatives aux paiements fondés sur des actions		10 606	7 278
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme		(8 086)	(14 872)
Libération d'actions ordinaires dont les droits sont acquis, achetées par la fiducie pour les avantages du personnel		14 414	12 450
Actions annulées dans le cadre de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity		(1 882)	—
Actions propres acquises aux fins d'annulation dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA)		(9 525)	—
Prêts nets destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis		7 891	8 995
Actions ordinaires à la fin de la période		651 874	637 590
Surplus d'apport au début de la période		85 981	68 336
Paiements fondés sur des actions		(6 067)	1 692
Actions annulées dans le cadre de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity		1 882	—
Actions propres acquises aux fins de l'annulation dans le cadre de l'OPRCNA		1 072	—
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis		(6 028)	(6 736)
Surplus d'apport à la fin de la période		76 840	63 292
Résultats non distribués au début de la période		126 203	180 748
Résultat net attribuable aux actionnaires de Groupe Canaccord Genuity Inc.		8 358	(34 529)
Dividendes sur actions privilégiées	13	(5 881)	(5 835)
Dividendes sur actions ordinaires	13	(10 294)	(15 374)
Résultats non distribués à la fin de la période		118 386	125 010
Cumul des autres éléments du résultat global au début de l'exercice		(7 118)	8 484
Autres éléments du résultat global attribuable aux actionnaires de Groupe Canaccord Genuity Inc.		36 990	(6 175)
Cumul des autres éléments du résultat global à la fin de la période		29 872	2 309
Total des capitaux propres		1 082 613	1 033 842
Participations ne donnant pas le contrôle au début de la période		16 169	17 454
Effet de change sur les participations ne donnant pas le contrôle		(1 822)	(323)
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		(1 972)	(1 084)
Participations ne donnant pas le contrôle à la fin de la période		12 375	16 047
Total des capitaux propres		1 094 988 \$	1 049 889 \$

Voir les notes ci-jointes.

Tableaux des flux de trésorerie consolidés résumés intermédiaires non audités

Pour les semestres clos les (en milliers de dollars canadiens)	Notes	30 septembre 2013	30 septembre 2012
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Résultat net de la période		7 803 \$	(35 463) \$
Éléments sans effet de trésorerie			
Amortissement		12 581	15 891
Charge (recouvrement) d'impôt différé		1 926	(5 050)
Charge au titre de paiements fondés sur des actions	14	29 259	29 299
Variations des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement			
Diminution des titres détenus		3 160	80 930
Diminution des créances clients		258 632	344 393
Augmentation de l'impôt sur le résultat à recevoir		(12 602)	(7 095)
Augmentation (diminution) des titres vendus à découvert		25 560	(66 047)
Diminution des dettes fournisseurs, des charges à payer et des provisions		(436 265)	(449 425)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		(109 946)	(92 567)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Dette bancaire		17 292	(45 667)
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme		(8 086)	(14 872)
Achat d'actions aux fins d'annulation		(8 453)	—
Dividendes en espèces versés sur les actions ordinaires		(10 294)	(14 520)
Dividendes en espèces versés sur les actions privilégiées		(5 881)	(2 837)
Remboursement de la facilité de crédit à court terme		—	(150 000)
Émission d'actions privilégiées, nette des frais d'émission d'actions		—	94 823
Diminution des prêts nets destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits s'acquièrent		—	(12 563)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		(15 422)	(145 636)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Participation dans Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited	8	(699)	—
Participation dans Canadian First Financial Holdings Limited (Canadian First)	7	(5 000)	—
Achat de matériel et aménagements des locaux loués		(5 517)	(1 486)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(11 216)	(1 486)
Incidence du change sur les soldes de trésorerie			
		5 744	818
Diminution de la situation de trésorerie		(130 840)	(238 871)
Situation de trésorerie au début de la période		491 012	814 238
Situation de trésorerie à la fin de la période		360 172 \$	575 367 \$
Information supplémentaire sur les flux de trésorerie			
Intérêts reçus		12 636 \$	18 870 \$
Intérêts payés		8 036 \$	7 146 \$
Impôt sur le résultat payé		6 732 \$	6 368 \$

Voir les notes ci-jointes.

Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

NOTE 01 Renseignements sur l'entreprise

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. (anciennement Financière Canaccord Inc.) (la « Société »), courtier en valeurs mobilières de plein exercice indépendant et de premier plan au Canada, mène des activités sur les marchés des capitaux au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, aux États-Unis, en Australie, en Chine, à Singapour et à la Barbade. La Société a aussi des activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, de même qu'en Australie. La Société exerce ses activités dans les deux principaux secteurs de l'industrie des valeurs mobilières : les marchés des capitaux et la gestion de patrimoine. Ensemble, ces activités offrent une vaste gamme de produits de placement complémentaires, de services de courtage et de services de financement de sociétés à la clientèle de la Société composée de particuliers, d'institutions et de sociétés.

Groupe Canaccord Genuity Inc. a été constituée le 14 février 1997 lorsqu'elle a déposé un mémoire et des statuts auprès du directeur du registre des sociétés (Registrar of Companies) de la Colombie-Britannique en vertu de la loi intitulée *Company Act* (Colombie-Britannique); elle est maintenue sous le régime de la loi intitulée *Business Corporations Act* (Colombie-Britannique). Le siège social de la Société est sis au Suite 2200 – 609 Granville Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1H2, et son bureau principal est sis au Suite 1000 – 840 Howe Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V6Z 2M1. Financière Canaccord Inc. a été renommée Groupe Canaccord Genuity Inc. le 1^{er} octobre 2013.

Les actions ordinaires de la Société sont cotées sous le symbole CF à la Bourse de Toronto et sous le symbole CF. sur le marché principal de la Bourse de Londres. Les actions privilégiées de série A de la Société sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.A. Les actions privilégiées de série C de la Société sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.C.

Les activités de la Société sont cycliques, et les produits et le résultat connaissent de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Plus précisément, les activités de la Société sont touchées par la situation générale sur les marchés des actions et des titres de créance mondiaux.

NOTE 02 Base d'établissement

DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ont été dressés selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ne comprennent pas toute l'information à fournir dans les états financiers annuels, et doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels audités de la Société au 31 mars 2013 et pour l'exercice clos à cette date (les « états financiers consolidés du 31 mars 2013 ») déposés sur SEDAR le 21 mai 2013. Tous les termes définis utilisés dans les présentes sont conformes aux termes définis dans les états financiers consolidés du 31 mars 2013.

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ont été établis selon la comptabilité d'engagement et sont fondés sur le coût historique, sauf pour les placements, les titres détenus et les titres vendus à découvert et la contrepartie éventuelle, qui ont été évalués à la juste valeur, comme il est prescrit par les méthodes comptables pertinentes.

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.

Le conseil d'administration de la Société a autorisé la publication des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités le 6 novembre 2013.

UTILISATION D'ESTIMATION ET D'HYPOTHÈSES

La préparation d'états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités selon l'IAS 34 exige de la direction qu'elle effectue des estimations et qu'elle pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des actifs et des passifs et sur l'information à fournir à l'égard des actifs éventuels et des passifs éventuels à la date de clôture. Les éléments qui requièrent des estimations significatives comprennent les paiements fondés sur des actions, l'impôt sur le résultat, les actifs d'impôt différé liés aux pertes fiscales disponibles pour les reports en avant, le goodwill, les immobilisations incorporelles à durée indéterminée et les autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, la contrepartie éventuelle et les provisions, qui sont détaillés à la note 2 des états financiers consolidés du 31 mars 2013.

MODIFICATIONS FUTURES AUX MÉTHODES COMPTABLES

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2013, les modifications futures aux méthodes comptables présentées à la note 3 des états financiers consolidés du 31 mars 2013 n'ont fait l'objet d'aucune mise à jour sauf pour tenir compte de l'adoption de certaines normes, tel qu'il est mentionné dans la note ci-après.

NOTE 03

Résumé des principales méthodes comptables

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2013, aucune modification importante n'a été apportée aux méthodes comptables énoncées à la note 4 des états financiers consolidés du 31 mars 2013, à l'exception des nouvelles normes suivantes, qui ont été adoptées et ont pris effet en date du 1^{er} avril 2013 :

IFRS 10, ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (IFRS 10)

L'IFRS 10 établit un modèle de contrôle unique qui s'applique à toutes les entités, y compris les entités *ad hoc*. L'IFRS 10 remplace les volets de la Norme comptable internationale (IAS) 27, norme précédemment en vigueur, *États financiers consolidés et individuels*, qui porte sur les états financiers consolidés, de même que l'interprétation SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*. Cette norme modifie la définition du contrôle de sorte qu'un investisseur contrôle une entité émettrice lorsqu'il est exposé ou qu'il a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur celle-ci. Cette norme a remplacé l'approche précédente qui mettait l'accent sur le contrôle juridique ou sur l'exposition aux risques et aux avantages, selon la nature de l'entité. L'adoption de l'IFRS 10 n'a pas eu d'incidence sur les entités consolidées de la Société.

IFRS 12, INFORMATIONS À FOURNIR SUR LES INTÉRÊTS DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTITÉS (IFRS 12)

L'IFRS 12 comprend les informations à fournir relativement aux filiales et aux entreprises associées, et introduit de nouvelles exigences pour les entités structurées non consolidées. Ces exigences en matière d'informations à fournir ne s'appliquent pas aux états financiers consolidés résumés intermédiaires, sauf si des opérations ou des événements importants survenus au cours de la période intermédiaire nécessitent leur présentation. Par conséquent, la Société n'a pas présenté de telles informations. Des informations à fournir additionnelles pourraient être exigées pour les états financiers consolidés annuels de l'exercice se terminant le 31 mars 2014.

IFRS 13, ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (IFRS 13)

L'IFRS 13 établit un cadre unique de lignes directrices pour toutes les évaluations de la juste valeur aux termes des IFRS. L'IFRS 13 ne modifie pas les cas où une entité doit utiliser la juste valeur; elle fournit plutôt des indications sur la manière d'effectuer l'évaluation de la juste valeur selon les IFRS lorsque la juste valeur est requise ou permise. L'application prospective de l'IFRS 13 n'a pas eu d'incidence importante sur les évaluations de la juste valeur menées par la Société.

L'IFRS 13 requiert également des informations spécifiques à fournir sur les justes valeurs, dont certaines remplacent les informations à fournir existantes des autres normes, y compris l'IFRS 7, *Instruments financiers : informations à fournir*. Certaines de ces informations à fournir sont expressément requises par l'IAS 34 pour les instruments financiers, ce qui a une incidence sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires. La Société présente ces informations à la note 5.

IAS 1, PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS (IAS 1)

Les modifications à l'IAS 1 introduisent un groupe d'éléments présentés dans les autres éléments du résultat global. Les éléments qui peuvent être reclassés (ou recyclés) dans le résultat à un certain moment doivent être présentés séparément des éléments qui ne seront jamais reclassés. Il n'y a pas eu de changement à la présentation des éléments contenus dans les autres éléments du résultat global et du résultat net par suite de l'adoption de ces modifications à l'IAS 1. Tous les montants actuellement comptabilisés dans les autres éléments du résultat global seront reclassés dans le résultat net au cours des périodes ultérieures.

IAS 19R, AVANTAGES DU PERSONNEL (IAS 19R)

Les modifications à l'IAS 19R comprennent de nombreux changements à la comptabilisation des régimes d'avantages du personnel, y compris les régimes de retraite à prestations définies et les informations à fournir à cet égard, et apportent des précisions sur la comptabilisation des avantages postérieurs à l'emploi et des indemnités de cessation d'emploi. Les modifications n'ont pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

NOTE 04

Titres détenus et titres vendus à découvert

	30 septembre 2013		31 mars 2013	
	Titres détenus	Titres vendus à découvert	Titres détenus	Titres vendus à découvert
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	754 484 \$	638 446 \$	753 256 \$	617 841 \$
Actions et débetures convertibles	174 763	80 369	171 081	71 179
	929 247 \$	718 815 \$	924 337 \$	689 020 \$

Au 30 septembre 2013, les titres de créance de sociétés et de gouvernements arrivaient à échéance de 2013 à 2097 (de 2013 à 2097 au 31 mars 2013) et portaient intérêt à des taux allant de 0,0 % à 15,0 % (de 0,0 % à 15,0 % au 31 mars 2013).

NOTE 05

Instruments financiers

Au 30 septembre 2013, les catégories d'instruments financiers autres que la trésorerie et les équivalents de trésorerie et la dette bancaire, détenus par la Société, se présentaient comme suit :

	Détenus à des fins de transaction	Désignés à la juste valeur	Disponibles à la vente	Prêts et créances	Autres passifs	Total
Actifs financiers						
Titres détenus	929 247 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	929 247 \$
Montants à recevoir des courtiers en valeurs mobilières	—	—	—	1 607 178	—	1 607 178
Montants à recevoir des clients	—	—	—	304 138	—	304 138
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	—	—	—	285 518	—	285 518
Autres créances clients	—	—	—	71 808	—	71 808
Placements	—	—	9 267	—	—	9 267
Total des actifs financiers	929 247	—	9 267	2 268 642	—	3 207 156
Passifs financiers						
Titres vendus à découvert	718 815	—	—	—	—	718 815
Montants à payer aux courtiers en valeurs mobilières	—	—	—	—	1 298 317	1 298 317
Montants à payer aux clients	—	—	—	—	877 672	877 672
Autres dettes fournisseurs et charges à payer	—	—	—	—	126 613	126 613
Provisions	—	—	—	—	15 066	15 066
Contrepartie éventuelle	—	—	—	—	14 288	14 288
Dette subordonnée	—	—	—	—	15 000	15 000
Total des passifs financiers	718 815	—	—	—	2 346 956	3 065 771

HIÉRARCHIE DES JUSTES VALEURS

Tous les instruments financiers pour lesquels la juste valeur est comptabilisée ou présentée sont classés selon une hiérarchie des justes valeurs, telle qu'elle est décrite ci-dessous, en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble :

Niveau 1 – cours sur un marché actif (qui ne sont pas ajustés) pour des actifs ou des passifs identiques

Niveau 2 – techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour l'évaluation de la juste valeur est directement ou indirectement observable)

Niveau 3 – techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour l'évaluation de la juste valeur n'est pas observable)

Pour les instruments financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente, la Société détermine si des transferts ont eu lieu entre les niveaux de la hiérarchie en réévaluant le classement (en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble) à la fin de chaque période de présentation de l'information financière.

Au 30 septembre 2013, la Société détenait les catégories d'instruments financiers évalués à la juste valeur suivantes :

	30 septembre 2013	Juste valeur estimée		
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Titres détenus				
Obligations de sociétés et de gouvernements	754 484 \$	246 751 \$	507 733 \$	— \$
Actions et débiteures convertibles	174 763	153 565	9 796	11 402
Titres vendus à découvert				
Obligations de sociétés et de gouvernements	(638 446)	(206 509)	(431 937)	—
Actions et débiteures convertibles	(80 369)	(79 527)	(842)	—
Placements	9 267	—	—	9 267
Contrepartie éventuelle ¹	(14 288)	—	—	(14 288)

1) La contrepartie éventuelle est réglée en trésorerie et, en conséquence, est classée comme un passif financier évalué à la juste valeur, tout profit ou toute perte ultérieure(e) étant comptabilisé(e) en résultat.

Au 31 mars 2013, la Société détenait les catégories d'instruments financiers évalués à la juste valeur suivantes :

	31 mars 2013	Juste valeur estimée		
		Niveau 1	31 mars 2013 Niveau 2	Niveau 3
Titres détenus				
Obligations de sociétés et de gouvernements	753 256 \$	258 188 \$	495 068 \$	— \$
Actions et débetures convertibles	171 081	141 062	14 759	15 260
Titres vendus à découvert				
Obligations de sociétés et de gouvernements	(617 841)	(221 125)	(396 716)	—
Actions et débetures convertibles	(71 179)	(70 651)	(528)	—
Placements	3 695	—	—	3 695
Contrepartie éventuelle ¹	(14 218)	—	—	(14 218)

1) La contrepartie éventuelle est réglée en trésorerie et, en conséquence, est classée comme un passif financier évalué à la juste valeur, tout profit ou toute perte ultérieur(e) étant comptabilisé(e) en résultat.

Variation des actifs financiers nets de niveau 3

31 mars 2013	4 737 \$
Acquisition d'actifs de niveau 3	13 372
Perte nette latente au cours de la période	(3 045)
Transfert vers les actifs de niveau 1	(8 399)
Divers	(284)
30 septembre 2013	6 381 \$

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2013, 8,4 millions \$ d'actifs de niveau 3 ont été transférés au niveau 1, car les actions d'une société à capital fermé ont été inscrites en Bourse au Royaume-Uni. Il n'y a eu aucun transfert entre les évaluations de la juste valeur du niveau 1 et du niveau 2. Au cours du semestre clos le 30 septembre 2013, la juste valeur de la perte nette latente de 3,0 millions \$ a été incluse dans la perte de facilitation, ce qui a entraîné une réduction des produits tirés des commissions et des honoraires.

ESTIMATION DE LA JUSTE VALEUR

Instruments financiers de niveau 2

Les instruments financiers de niveau 2 comprennent les investissements de la Société dans certains titres de créance de sociétés et de gouvernements et dans des titres de créance convertibles. La juste valeur des titres de créance de sociétés et de gouvernements et des titres de créance convertibles classés au niveau 2 est établie à l'aide des cours du marché pour des actifs ou des passifs identiques dans des marchés où il n'y a pas de transactions selon une fréquence et un volume suffisants pour fournir de façon continue de l'information sur le prix. La Société examine régulièrement la fréquence et le volume des transactions au titre de ces instruments pour déterminer si l'information sur le prix est exacte.

Placements disponibles à la vente

Les placements disponibles à la vente comprennent le placement de la Société dans Euroclear dont la juste valeur estimée s'élevait à 4,3 millions \$ au 30 septembre 2013 (3,7 millions \$ au 31 mars 2013). La juste valeur actuelle est déterminée au moyen de la valeur comptable des actifs nets employés comme fondement de l'évaluation, aucune autre donnée de marché observable étant disponible.

Les placements disponibles à la vente comprennent également la participation de la Société dans Canadian First Financial Holdings Limited, dont la juste valeur estimative s'élevait à 5,0 millions \$ au 30 septembre 2013 (note 7). La juste valeur de la participation dans Canadian First est déterminée par la Société au moyen d'une approche axée sur le marché fondée sur des informations jugées fiables par la Société, et elle constitue la meilleure estimation de la juste valeur facilement disponible.

Une augmentation ou une diminution de 10 % de la juste valeur des placements entraînerait une augmentation ou une diminution d'environ 0,5 million \$ des autres éléments du résultat global.

Placements privés

La juste valeur des placements privés est déterminée par la Société au moyen d'une approche axée sur le marché fondée sur les informations jugées fiables par la Société, et elle constitue la meilleure estimation de la juste valeur facilement disponible. Les prix de ces placements privés sont définis soit en fonction du dernier cours négocié, soit en fonction du dernier cours vendeur ou, si ces prix sont considérés comme étant périmés, la Société obtient des informations fondées sur certaines demandes de renseignements, sur des opérations récentes et sur de nouvelles émissions en attente. La juste valeur des placements privés au 30 septembre 2013 s'établissait à 11,1 millions \$ (14,1 millions \$ au 31 mars 2013).

Il est possible que les critères d'évaluation de la juste valeur énoncés précédemment ne soient pas représentatifs de la valeur nette de réalisation ou des valeurs futures. De plus, la Société estime que ses méthodes d'évaluation sont appropriées et conformes à celles qui devraient être utilisées par un participant au marché.

Contreparties éventuelles

La Société a comptabilisé des contreparties éventuelles par suite de l'acquisition d'Eden Financial Ltd. et de certains actifs et passifs de Kenosis Capital Partners. La direction a estimé que la juste valeur de la contrepartie éventuelle liée à l'acquisition d'Eden Financial Ltd. était de 8,5 millions \$ au 30 septembre 2013 (8,2 millions \$ au 31 mars 2013). Le calcul de la juste valeur est fonction des flux de trésorerie actualisés estimés. L'hypothèse clé qui a une incidence sur la juste valeur concerne la probabilité d'atteinte des cibles de produits des activités ordinaires. La direction a estimé que la juste valeur du passif au titre de la contrepartie éventuelle liée à l'acquisition de certains actifs et passifs de Kenosis Capital Partners était de 5,8 millions \$ (6,0 millions \$ au 31 mars 2013). Le calcul de la juste valeur est fonction des flux de trésorerie actualisés estimés, et l'hypothèse clé qui a une incidence sur la juste valeur concerne la probabilité d'atteinte des cibles de rendement.

PRÊT ET EMPRUNT DE TITRES

	Trésorerie		Titres	
	Prêtée ou livrée en garantie	Empruntée ou reçue en garantie	Prêtés ou livrés en garantie	Empruntés ou reçus en garantie
30 septembre 2013	156 372 \$	51 118 \$	49 476 \$	199 894 \$
31 mars 2013	168 371	36 710	36 047	199 956

Les activités de prêt et d'emprunt de titres sont incluses dans les soldes des créances clients et des dettes fournisseurs et charges à payer aux états de la situation financière.

Contrats de change à terme

La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer le risque de change lié aux règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est minime en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance. Les profits et les pertes réalisés et latents qui ont trait à ces contrats sont comptabilisés dans le résultat net au cours de la période visée.

Les contrats à terme en cours au 30 septembre 2013 étaient les suivants :

	Notionnel (en millions \$ US)	Cours moyen (\$ CA/\$ US)	Échéance
Pour vendre des dollars américains	6,5 \$	1,03 \$	3 octobre 2013
Pour acheter des dollars américains	22,8 \$	1,03 \$	3 octobre 2013

Les contrats à terme en cours au 31 mars 2013 étaient les suivants :

	Notionnel (en millions \$ US)	Cours moyen (\$ CA/\$ US)	Échéance
Pour vendre des dollars américains	14,8 \$	1,02 \$	1 ^{er} avril 2013
Pour acheter des dollars américains	3,8 \$	1,02 \$	1 ^{er} avril 2013

Les activités canadiennes de la Société ont aussi une position vendeur nette sur les livres sterling de 3,0 millions £, à un cours moyen de 1,586 (\$ CA/£) et dont la date d'échéance est le 15 octobre 2013, afin d'atténuer son risque de change sur les règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est minime en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Le secteur d'activité Gestion de patrimoine Canaccord Genuity de la Société au Royaume-Uni et en Europe se charge de la négociation de contrats de change à terme pour le compte de ses clients et de conclure des contrats correspondants avec les contreparties. La Société n'a pas d'exposition nette importante, en supposant que les contreparties ne manquent pas à leurs obligations. Les contrats de change à terme sont principalement libellés en livres sterling, en dollars américains ou en euros. Leur échéance moyenne pondérée est de 71 jours. Le tableau qui suit présente la juste valeur des actifs et des passifs des contrats à terme ainsi que le notionnel de ces contrats à terme au 30 septembre 2013. La juste valeur des actifs et des passifs des contrats à terme est incluse dans les soldes des créances clients et des dettes fournisseurs.

	30 septembre 2013			31 mars 2013		
	Actifs	Passifs	Notionnel	Actifs	Passifs	Notionnel
Contrats de change à terme	3 607 \$	(3 607) \$	274 461 \$	4 483 \$	(4 483) \$	352 205 \$

Contrats à terme standardisés

Les activités canadiennes de la Société sont partie à la négociation de contrats à terme standardisés sur obligations qui sont des contrats d'achat ou de vente d'un montant standardisé d'une obligation du gouvernement du Canada sous-jacente, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les

modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles d'appels de marge au comptant quotidiens. Les activités canadiennes de la Société négocient des contrats à terme standardisés sur obligations afin d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Au 30 septembre 2013, le notional des contrats à terme standardisés sur obligations en cours s'établissait à 0,5 million \$ (néant au 31 mars 2013).

Depuis le commencement du deuxième trimestre de l'exercice 2014, les activités canadiennes de la Société ont commencé à négocier des contrats à terme standardisés sur obligations du Trésor américain. Les activités canadiennes de la Société négocient des contrats à terme standardisés sur obligations du Trésor américain afin d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Au 30 septembre 2013, le notional des contrats à terme standardisés sur obligations du Trésor américain en cours s'établissait à 5,9 millions \$ (5,7 millions \$ US) (néant au 31 mars 2013).

Les activités du Royaume-Uni de la Société sont également partie à la négociation de contrats à terme standardisés sur indice boursier qui sont des contrats d'achat ou de vente d'un montant standardisé d'un indice boursier sous-jacent, à une date et à un prix futurs prédéterminés, et sont susceptibles d'appels de marge au comptant quotidiens. Les activités du Royaume-Uni de la Société négocient des contrats à terme standardisés sur indice boursier afin d'atténuer son risque de prix du portefeuille. Au 30 septembre 2013, le notional des contrats à terme standardisés sur indice boursier en cours s'établissait à 3,5 millions \$ (2,1 millions £) (néant au 31 mars 2013).

La juste valeur de tous les contrats à terme standardisés susmentionnés est minime en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces contrats sont comptabilisés dans le résultat net au cours de la période considérée.

NOTE 06 Créances clients et dettes fournisseurs et charges à payer

CRÉANCES CLIENTS

	30 septembre 2013	31 mars 2013
Courtiers en valeurs mobilières	1 607 178 \$	1 773 043 \$
Clients	304 138	320 564
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	285 518	327 173
Divers	71 808	93 178
	2 268 642 \$	2 513 958 \$

DETTES FOURNISSEURS ET CHARGES À PAYER

	30 septembre 2013	31 mars 2013
Courtiers en valeurs mobilières	1 298 317 \$	1 473 058 \$
Clients	877 672	1 016 297
Divers	126 613	237 380
	2 302 602 \$	2 726 735 \$

Les montants à payer à des courtiers et à recevoir de ceux-ci comprennent les soldes des opérations de prise en pension et de mise en pension de titres, les titres prêtés et empruntés ainsi que les soldes liés aux contreparties des courtiers.

Les achats de titres des clients se font en trésorerie ou sur marge. Dans le cas des titres achetés sur marge, la Société accorde un prêt au client pour l'achat de titres, en prenant en garantie les titres achetés ou d'autres titres dans le compte du client. Les montants des prêts aux clients sont limités par les règlements sur les marges de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM) et d'autres organismes de réglementation, et sont soumis aux procédés d'examen de crédit et de contrôle quotidien de la Société.

Les montants à recevoir des clients ou à verser à ces derniers sont exigibles à la date de règlement de la transaction. Les prêts sur marge sont remboursables à vue et sont garantis par les actifs dans les comptes des clients. L'intérêt sur les prêts sur marge et sur les montants dus aux clients est fondé sur un taux variable (respectivement de 6,00 % à 6,25 % et de 0,00 % à 0,05 % au 30 septembre 2013, et respectivement de 6,00 % à 6,25 % et de 0,00 % à 0,05 % au 31 mars 2013).

Au 30 septembre 2013, la provision pour créances douteuses était de 14,2 millions \$ (14,0 millions \$ au 31 mars 2013).

NOTE 07 Placements

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2013, la Société a effectué un placement de 5,0 millions \$ dans les actions ordinaires de Canadian First Financial Holdings Limited, une société fermée qui fournit des services financiers de détail au Canada (voir la note 5).

NOTE 08

Regroupements d'entreprises

Le 25 juillet 2013, la Société a acquis la participation restante de 50 % de Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited (CGHKL) pour une contrepartie au comptant de 0,7 million \$ et elle détient désormais cette société en totalité. La juste valeur de l'actif net acquis se rapproche du montant de la contrepartie au comptant. Auparavant, la Société détenait déjà une part d'intérêt de 50 % dans CGHKL par l'intermédiaire de sa participation dans Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. CGHKL détient un permis de la Securities and Futures Commission et exerce ses activités à Hong Kong.

NOTE 09

Test de dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles identifiables à durée indéterminée

Les valeurs comptables du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée acquises par l'entremise des regroupements d'entreprises ont été affectées aux unités génératrices de trésorerie de la façon suivante :

	Immobilisations incorporelles à durée indéterminée		Goodwill		Total	
	30 septembre 2013	31 mars 2013	30 septembre 2013	31 mars 2013	30 septembre 2013	31 mars 2013
Canaccord Genuity						
Canada	44 930 \$	44 930 \$	242 074 \$	242 074 \$	287 004 \$	287 004 \$
Royaume-Uni et Europe	—	—	86 609	80 136	86 609	80 136
États-Unis	—	—	7 403	7 313	7 403	7 313
Autres établissements à l'étranger (Chine)	—	—	10 153	10 365	10 153	10 365
Autres établissements à l'étranger (Australie)	183	202	21 138	23 309	21 321	23 511
Autres établissements à l'étranger (Singapour)	—	—	29 405	29 208	29 405	29 208
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity						
Royaume-Uni et Europe (îles de la Manche)	—	—	89 852	83 138	89 852	83 138
Royaume-Uni et Europe	—	—	9 892	9 143	9 892	9 143
	45 113 \$	45 132 \$	496 526 \$	484 686 \$	541 639 \$	529 818 \$

Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont soumis à un test de dépréciation chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation. Si un tel indice existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle un goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont affectés. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur comptable de l'UGT excède sa valeur recouvrable. Une perte de valeur réduit d'abord la valeur comptable de tout goodwill affecté à une UGT et, si elle subsiste, elle réduit ensuite les autres actifs de l'unité au prorata. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures. La Société tient compte notamment de la relation entre sa capitalisation boursière et la valeur comptable de ses capitaux propres lors de l'examen des indices de dépréciation. Un test de dépréciation intermédiaire du goodwill a donc été effectué pour toutes les UGT en date du 30 septembre 2013.

Conformément à l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, les valeurs recouvrables de l'actif net des unités génératrices de trésorerie ont été déterminées d'après les calculs de la juste valeur diminuée des coûts de la vente qui sont fondés sur des hypothèses relatives aux flux de trésorerie approuvées par la haute direction. Il y a un degré important d'incertitude entourant les estimations des montants recouvrables de l'actif net des UGT étant donné que ces estimations nécessitent la formulation d'hypothèses clés quant à l'avenir. Lorsque la direction pose de telles hypothèses, elle utilise sa meilleure estimation de la conjoncture économique et des conditions de marché futures dans le contexte des activités sur les marchés des capitaux et des activités de gestion de patrimoine de la Société.

Les calculs de la juste valeur diminuée des coûts de la vente sont fondés sur des hypothèses, comme décrites ci-après, formulées à l'égard des flux de trésorerie futurs, des taux de croissance finaux et des taux d'actualisation. Aux fins de l'estimation de la juste valeur diminuée des coûts de la vente de chaque unité génératrice de trésorerie, les flux de trésorerie sont projetés sur une période de cinq ans à compter de la fin de la période intermédiaire considérée, un taux de croissance final est appliqué, et les flux de trésorerie sont ensuite actualisés à leur valeur actuelle. Le taux d'actualisation repose sur les circonstances particulières de chaque UGT et découle de l'estimation du coût moyen pondéré du capital de la Société. Le taux d'actualisation utilisé à l'égard de chaque UGT aux fins de ces calculs a été de 12,5 % pour le Canada ainsi que le Royaume-Uni et l'Europe (12,5 % au 31 mars 2013), de 14,0 % pour l'Australie, Singapour et les États-Unis (14,0 % au 31 mars 2013) et 20,0 % pour la Chine (20,0 % au 31 mars 2013). Les estimations des flux de trésorerie à l'égard de chaque UGT reposent sur les hypothèses de la direction, comme décrites ci-avant, et, pour la période de cinq ans commençant le 1^{er} octobre 2014 (la « période de prévisions »), elles utilisent des taux de croissance des produits des activités ordinaires annuels composés allant de 9,0 % à 16,0 % (de 9,0 % à 16,0 % au 31 mars 2013) ainsi que des estimations à l'égard des marges opérationnelles. Les taux de croissance des produits des activités ordinaires annuels composés utilisés ont été de 10,0 % pour le Canada, 10,0 % pour le Royaume-Uni et l'Europe, 10,0 % pour les États-Unis, et de 10,5 % à 16,0 % pour les autres établissements à l'étranger pour la division Canaccord Genuity, et 9 % pour le Royaume-Uni et l'Europe pour la division Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Les estimations de la direction à l'égard des augmentations des produits des activités ordinaires d'une année à l'autre, pour la période de 12 mois se terminant le 30 septembre 2014 (date de début de la période de prévisions), varient de (3) % à 8 % pour chaque UGT, à l'exception des autres établissements à l'étranger. Les UGT des autres établissements à l'étranger en sont à un stade

précoce de développement et, par conséquent, les produits des activités ordinaires de la période de 12 mois la plus récente sont à des niveaux de base relativement bas. Ainsi, les estimations pour la période de 12 mois se terminant le 30 septembre 2014 à l'égard de ces UGT varient de 1,3 fois à 5 fois les produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période de 12 mois close le 30 septembre 2013. Le taux de croissance final utilisé pour les UGT situées au Canada ainsi qu'au Royaume-Uni et en Europe a été de 3,0 % (3,0 % au 31 mars 2013) et de 5,0 % (5,0 % au 31 mars 2013) pour celles situées dans toutes les autres régions.

Le test de sensibilité a été effectué dans le cadre du test de dépréciation intermédiaire du 30 septembre 2013 à l'égard du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée. Le test de sensibilité comprend l'évaluation de l'incidence que pourraient avoir des diminutions raisonnablement possibles des taux de croissance et des augmentations raisonnablement possibles des taux d'actualisation sur le montant recouvrable des UGT, toutes les autres hypothèses demeurant constantes.

Le test de dépréciation de la Société a établi que la valeur recouvrable des UGT des autres établissements à l'étranger (Australie, Singapour et Chine) dépasse de respectivement 9,4 millions \$, 8,5 millions \$ et 1,6 million \$ la valeur comptable; par conséquent, une diminution raisonnablement possible des taux de croissance ou une augmentation raisonnablement possible des taux d'actualisation pourrait donner lieu à une perte de valeur du goodwill attribué à ces UGT. Par suite d'une augmentation du taux d'actualisation de 1,1 point de pourcentage pour l'Australie (passant de 14,0 % à 15,1 %), de 2,2 points de pourcentage pour Singapour (passant de 14,0 % à 16,2 %) et de 2,1 points de pourcentage pour la Chine (passant de 20,0 % à 22,1 %), ou d'une diminution du taux de croissance annuel composé de 3,1 points de pourcentage pour l'Australie (passant de 14,4 % à 11,3 %), de 5,1 points de pourcentage pour Singapour (passant de 10,5 % à 5,4 %) et de 4,5 points de pourcentage pour la Chine (passant de 16,0 % à 11,5 %), ou d'une baisse des estimations relatives aux produits des activités ordinaires pour la période de 12 mois se terminant le 30 septembre 2014 de l'ordre de 1,2 fois à 4,8 fois les produits des activités ordinaires comptabilisés au cours de la période de 12 mois close le 30 septembre 2013, la valeur recouvrable serait égale à la valeur comptable.

Les calculs de la juste valeur diminuée des coûts de la vente aux fins du test de dépréciation du goodwill décrits aux présentes sont fondés sur des données qui ont une incidence importante sur le calcul de la juste valeur diminuée des coûts de la vente et non sur des données de marché observables. Par conséquent, ces actifs seraient classés dans le niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs (tel qu'il est décrit à la note 5).

NOTE 10 Impôt sur le résultat

La charge (le recouvrement) d'impôt sur le résultat de la Société diffère du montant qui serait obtenu en appliquant le taux d'impôt fédéral et provincial combiné ou le taux d'impôt de l'État du fait des éléments qui suivent :

	Pour les trimestres clos les		Pour les semestres clos les	
	30 septembre 2013	30 septembre 2012	30 septembre 2013	30 septembre 2012
Impôt sur le résultat au taux prévu par la loi (26,0 % à l'exercice 2014; 25,0 % à l'exercice 2013)	(249) \$	(4 641) \$	2 121 \$	(10 703) \$
Différence des taux d'impôt des administrations étrangères	65	(424)	60	(2 830)
Éléments non déductibles influant sur le calcul du revenu imposable	548	1 030	1 411	2 839
Variation de l'estimation des valeurs comptables et fiscales	107	539	565	(948)
Variation de l'actif d'impôt différé – période de résorption des différences temporelles	(254)	(529)	(863)	(620)
Pertes fiscales et autres différences temporelles non comptabilisées (Utilisation des pertes fiscales antérieurement non comptabilisées)	(1 093)	555	(2 940)	4 915
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat – courant et différé	(876) \$	(3 470) \$	354 \$	(7 347) \$

NOTE 11 Actions privilégiées

	30 septembre 2013		31 mars 2013	
	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions
Actions privilégiées de série A, émises et en circulation	110 818 \$	4 540 000	110 818 \$	4 540 000
Actions privilégiées de série C, émises et en circulation	97 450	4 000 000	97 450	4 000 000
Actions privilégiées de série C, détenues comme actions propres	(2 627)	(106 794)	(2 627)	(106 794)
	94 823	3 893 206	94 823	3 893 206
	205 641 \$	8 433 206	205 641 \$	8 433 206

Les conditions relatives aux actions privilégiées de série A et de série C sont présentées à la note 14 des états financiers consolidés du 31 mars 2013.

NOTE 12

Actions ordinaires

	30 septembre 2013		31 mars 2013	
	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions
Émises et entièrement libérées	717 511 \$	102 519 742	717 908 \$	102 896 172
Actions rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités aux fins d'annulation	(404)	(57 700)	—	—
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	(26 121)	(3 802 285)	(34 012)	(4 872 547)
Actions détenues dans le cadre du RILT	(39 112)	(4 708 485)	(45 440)	(4 961 829)
	651 874 \$	93 951 272	638 456 \$	93 061 796

i] AUTORISÉES

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale

ii] ÉMISES ET ENTIÈREMENT LIBÉRÉES

	Nombre d'actions	Montant
Solde au 31 mars 2013	102 896 172	717 908 \$
Actions émises dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions [note 14]	917 917	7 472
Actions émises dans le cadre du programme de maintien en fonction [note 14]	160 656	2 048
Actions émises dans le cadre des régimes de remplacement [note 14]	118 031	1 085
Actions annulées	(1 573 034)	(11 002)
Solde au 30 septembre 2013	102 519 742	717 511 \$

En août 2012, la Société a déposé un avis d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) qui lui permet de racheter, à sa discrétion, jusqu'à concurrence de 3 000 000 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, entre le 13 août 2012 et le 12 août 2013. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, les actions qui auraient pu être rachetées représentaient 2,93 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Entre le 13 août 2012 et le 12 août 2013, 924 040 actions ont été rachetées et annulées dans le cadre de l'OPRCNA.

Le 6 août 2013, la Société a déposé un avis de renouvellement de son OPRCNA qui lui permet de racheter jusqu'à concurrence de 5 136 948 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, les actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentaient 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Entre le 13 août 2013 et le 30 septembre 2013, 437 456 actions ont été rachetées dans le cadre de l'OPRCNA, dont 57 700 actions sont détenues comme actions propres aux fins d'annulation.

iii] RÉSULTAT PAR ACTION ORDINAIRE

	Pour les trimestres clos les		Pour les semestres clos les	
	30 septembre 2013	30 septembre 2012	30 septembre 2013	30 septembre 2012
Résultat de base par action ordinaire				
Résultat net attribuable aux actionnaires de Groupe Canaccord Genuity Inc.	(383) \$	(14 562) \$	8 358 \$	(34 529) \$
Dividendes sur actions privilégiées	(2 921)	(2 998)	(5 881)	(5 835)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	(3 304)	(17 560)	2 477	(40 364)
Nombre moyen pondéré ajusté d'actions ordinaires	94 485 745	93 715 829	94 622 479	93 963 447
Résultat de base par action	(0,03) \$	(0,19) \$	0,03 \$	(0,43) \$
Résultat dilué par action ordinaire				
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	(3 304)	(17 560)	2 477	(40 364)
Nombre moyen pondéré ajusté d'actions ordinaires	94 485 745	93 715 829	94 622 479	93 963 447
Effet dilutif des actions dont les droits ne sont pas acquis (nombre)	3 802 285	2 840 557	3 802 285	2 840 557
Effet dilutif des actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par la fiduciaire pour les avantages du personnel (nombre) [note 14]	4 714 501	5 671 276	4 703 226	5 252 671
Effet dilutif de l'engagement à l'égard de l'émission d'actions dans le cadre du RILT (nombre) [note 14]	384 829	7 795	235 919	39 488
Nombre moyen pondéré ajusté d'actions ordinaires	103 387 360	102 235 457	103 363 909	102 096 163
Résultat dilué par action ordinaire	(0,03) \$	(0,19) \$	0,02 \$	(0,43) \$

NOTE 13 Dividendes**DIVIDENDES SUR ACTIONS ORDINAIRES**

La Société a déclaré les dividendes sur actions ordinaires suivants pour le semestre clos le 30 septembre 2013 :

Date de clôture des registres	Date de paiement	Dividende en espèces par action ordinaire	Montant total de dividende
31 mai 2013	10 juin 2013	0,05 \$	5 177 \$
30 août 2013	10 septembre 2013	0,05 \$	5 132 \$

Le 6 novembre 2013, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,05 \$ par action ordinaire payable le 10 décembre 2013 aux actionnaires ordinaires inscrits le 22 novembre 2013 (note 18).

DIVIDENDES SUR ACTIONS PRIVILÉGIÉES

La Société a déclaré les dividendes sur actions privilégiées suivants pour le semestre clos le 30 septembre 2013 :

Date de clôture des registres	Date de paiement	Dividende en espèces par action privilégiée de série A	Dividende en espèces par action privilégiée de série C	Montant total de dividende
21 juin 2013	2 juillet 2013	0,34375 \$	0,359375 \$	2 998 \$
13 septembre 2013	30 septembre 2013	0,34375 \$	0,359375 \$	2 998 \$

Le 6 novembre 2013, le conseil a également approuvé un dividende en espèces de 0,34375 \$ par action privilégiée de série A payable le 31 décembre 2013 aux actionnaires privilégiés de série A inscrits le 20 décembre 2013 (note 18).

Le 6 novembre 2013, le conseil a également approuvé un dividende en espèces de 0,359375 \$ par action privilégiée de série C payable le 31 décembre 2013 aux actionnaires privilégiés de série C inscrits le 20 décembre 2013 (note 18).

NOTE 14 Régimes de paiements fondés sur des actions**ij RÉGIME D'INTÉRESSEMENT À LONG TERME**

En vertu du régime d'intéressement à long terme (RILT), des unités d'actions temporairement incessibles (UATI) dont les droits sont généralement acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, une fiducie pour les avantages du personnel (la fiducie) a été constituée et : a) la Société y versera des fonds que le fiduciaire utilisera pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires de la Société qu'il détiendra en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI; ou b) la Société émettra des actions ordinaires à même le capital autorisé aux participants suivant l'acquisition des droits rattachés aux UATI. Pour les employés des États-Unis et du Royaume-Uni, au moment de chaque attribution d'UATI, la Société attribuera des actions ordinaires qu'elle émettra à même le capital autorisé au moment de l'acquisition des droits s'y rattachant pour chaque participant.

La juste valeur des UATI à la date d'évaluation se fonde sur le cours moyen pondéré selon le volume à la date d'attribution et est amortie selon le calendrier d'acquisition graduelle sur la période d'acquisition des droits de trois ans. La juste valeur moyenne pondérée des UATI attribuées au cours de la période close le 30 septembre 2013 s'est établie à 6,11 \$ (5,94 \$ au cours de la période close le 30 septembre 2012).

	Nombre
Attributions en cours au 31 mars 2013	9 128 169
Attributions	4 758 621
Actions dont les droits sont acquis	(2 493 248)
Actions auxquelles il a été renoncé	(459 655)
Attributions en cours au 30 septembre 2013	10 933 887

	Nombre
Actions ordinaires détenues par la fiducie au 31 mars 2013	4 961 829
Actions acquises	1 321 987
Actions libérées à l'acquisition des droits	(1 575 331)
Actions ordinaires détenues par la fiducie au 30 septembre 2013	4 708 485

ii) CHARGE AU TITRE DE PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

	Pour les trimestres clos les		Pour les semestres clos les	
	30 septembre 2013	30 septembre 2012	30 septembre 2013	30 septembre 2012
Régime d'intéressement à long terme	9 561 \$	7 800 \$	16 499 \$	17 078 \$
Prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires	3 104	4 217	6 827	7 335
Charge au titre des paiements fondés sur des actions liée à l'acquisition de Collins Stewart Hawkpoint plc.	1 780	—	2 950	—
Régimes de remplacement d'actions	976	1 755	1 798	3 520
Options sur actions	277	261	475	555
Unités d'actions différées	85	5	(4)	(89)
Actions liées au maintien en fonction	—	529	—	900
Divers	385	—	714	—
Total de la charge de rémunération fondée sur des actions	16 168 \$	14 567 \$	29 259 \$	29 299 \$

NOTE 15

Transactions avec des parties liées

Les transactions sur titres effectuées par la Société pour le compte de dirigeants et d'administrateurs se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Les produits de commissions sur ces transactions ne sont pas importants par rapport à ceux tirés de l'ensemble des activités de la Société.

Les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants avec les principaux dirigeants :

	30 septembre 2013	31 mars 2013
Dettes fournisseurs et charges à payer	2 349 \$	1 206 \$

NOTE 16

Information sectorielle

La Société exerce ses activités dans deux secteurs :

Le secteur Canaccord Genuity inclut les services de financement de sociétés, les activités de recherche et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements ainsi que les activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, et aux États-Unis. Les activités des autres établissements à l'étranger comprennent les activités de Canaccord International Ltd., Canaccord Genuity Asia et la participation de 50 % dans Canaccord Genuity Australia et sont aussi incluses dans Canaccord Genuity.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des services de courtage et des conseils en placement aux clients de détail ou institutionnels du Canada, des États-Unis et du Royaume-Uni et d'Europe.

Le secteur administratif non sectoriel et autres inclut les services de courtage de correspondance, les intérêts, les produits des activités ordinaires et les charges libellés en monnaies étrangères qui ne sont pas précisément attribuables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Les secteurs d'activité de la Société sont gérés de façon distincte, parce que chaque secteur offre des services différents et fait appel à des stratégies différentes en matière de personnel et de marketing. La Société évalue le rendement de chaque secteur d'activité d'après les résultats opérationnels, sans égard aux participations ne donnant pas le contrôle.

La Société ne répartit pas le total de l'actif, le total du passif, le matériel et les aménagements des locaux loués entre les secteurs. L'amortissement des immobilisations corporelles est réparti entre les secteurs d'après la superficie en pieds carrés occupée. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables est attribué au secteur Canaccord Genuity, puisqu'il se rapporte aux acquisitions de Genuity et à la participation de 50 % dans Canaccord Genuity Australia. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP) est attribué aux secteurs Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (îles de la Manche). L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition d'Eden Financial Ltd. est attribué au secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (Eden Financial Ltd.). Il n'y a pas de produits intersectoriels importants. L'impôt sur le résultat est géré au niveau de la Société et n'est pas attribué aux secteurs opérationnels. Tous les produits des activités ordinaires et le résultat opérationnel sont tirés de clients externes.

Pour les trimestres clos les

	30 septembre 2013				30 septembre 2012			
	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total
Produits des activités ordinaires, compte non tenu des produits d'intérêts	124 189 \$	47 866 \$	5 119 \$	177 174 \$	118 196 \$	53 529 \$	8 116 \$	179 841 \$
Produits d'intérêts	2 502	2 377	1 253	6 132	1 914	2 957	1 887	6 758
Charges, à l'exception des éléments ci-dessous	108 102	43 236	9 684	161 022	111 227	47 070	10 902	169 199
Amortissement	3 319	2 287	414	6 020	5 183	2 187	385	7 755
Frais de développement	4 412	2 877	382	7 671	2 025	1 981	509	4 515
Charges d'intérêts	3 565	119	379	4 063	2 864	63	364	3 291
Frais de restructuration	5 486	—	—	5 486	4 395	13 567	900	18 862
Frais connexes aux acquisitions	—	—	—	—	388	900	—	1 288
Résultat avant les imputations intersectorielles et avant impôt sur le résultat	1 807	1 724	(4 487)	(956)	(5 972)	(9 282)	(3 057)	(18 311)
Imputations intersectorielles	1 833	5 062	(6 895)	—	504	11 236	(11 740)	—
Résultat avant impôt sur le résultat	(26) \$	(3 338) \$	2 408 \$	(956) \$	(6 476) \$	(20 518) \$	8 683 \$	(18 311) \$

Pour les semestres clos les

	30 septembre 2013				30 septembre 2012			
	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total
Produits des activités ordinaires, compte non tenu des produits d'intérêts	252 809 \$	99 029 \$	5 762 \$	357 600 \$	216 530 \$	106 516 \$	10 952 \$	333 998 \$
Produits d'intérêts	5 088	5 034	2 815	12 937	4 881	6 324	3 945	15 150
Charges, à l'exception des éléments ci-dessous	215 192	87 675	20 239	323 106	220 397	95 134	23 404	338 935
Amortissement	7 010	4 691	880	12 581	10 963	4 161	767	15 891
Frais de développement	6 510	5 183	808	12 501	4 183	3 961	996	9 140
Charges d'intérêts	7 697	262	747	8 706	6 781	156	905	7 842
Frais de restructuration	5 486	—	—	5 486	4 395	13 567	900	18 862
Frais connexes aux acquisitions	—	—	—	—	388	900	—	1 288
Résultat avant les imputations intersectorielles et avant impôt sur le résultat	16 002	6 252	(14 097)	8 157	(25 696)	(5 039)	(12 075)	(42 810)
Imputations intersectorielles	4 136	11 503	(15 639)	—	2 208	21 871	(24 079)	—
Résultat avant impôt sur le résultat	11 866 \$	(5 251) \$	1 542 \$	8 157 \$	(27 904) \$	(26 910) \$	12 004 \$	(42 810) \$

Aux fins de la présentation de l'information par secteur géographique, les activités de la Société ont été regroupées au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, et dans les autres établissements à l'étranger. Le tableau suivant présente les produits des activités ordinaires de la Société par secteur géographique.

	Pour les trimestres clos les		Pour les semestres clos les	
	30 septembre 2013	30 septembre 2012	30 septembre 2013	30 septembre 2012
Canada	61 692 \$	80 728 \$	123 191 \$	157 369 \$
Royaume-Uni et Europe	68 766	59 706	136 233	108 513
États-Unis	44 357	40 008	97 758	71 702
Autres établissements à l'étranger	8 491	6 157	13 355	11 564
	183 306 \$	186 599 \$	370 537 \$	349 148 \$

NOTE 17 Provisions et éventualités

PROVISIONS

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation juridique ou implicite actuelle découlant d'un événement passé, s'il est probable qu'une sortie de ressources sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Chaque date de clôture, la Société évalue le caractère approprié de ses provisions existantes et ajuste le montant au besoin. Voici un sommaire des changements survenus au cours du semestre clos le 30 septembre 2013 :

	Provisions pour litiges	Provisions pour frais de restructuration	Total des provisions
Solde au 31 mars 2013	10 179 \$	9 876 \$	20 055 \$
Ajouts	935	—	935
Utilisées	(367)	(2 666)	(3 033)
Solde au 30 juin 2013	10 747	7 210	17 957
Ajouts	655	5 486	6 141
Utilisées	(3 323)	(5 709)	(9 032)
Solde au 30 septembre 2013	8 079 \$	6 987 \$	15 066 \$

Engagements, procédures de litige et passif éventuel

Au cours de la période close le 30 septembre 2013, il n'y a pas eu de changement important aux engagements ni aux éventualités de la Société par rapport à ceux décrits aux notes 22 et 23 des états financiers consolidés du 31 mars 2013.

NOTE 18 Événements postérieurs à la date du bilan

DIVIDENDES

Le 6 novembre 2013, le conseil d'administration a approuvé les dividendes en espèces suivants : dividende de 0,05 \$ par action ordinaire payable le 10 décembre 2013 aux actionnaires ordinaires inscrits le 22 novembre 2013; dividende de 0,34375 \$ par action privilégiée de série A payable le 31 décembre 2013 aux actionnaires inscrits le 20 décembre 2013; dividende de 0,359375 \$ par action privilégiée de série C payable le 31 décembre 2013 aux actionnaires inscrits le 20 décembre 2013.

Renseignements à l'intention des actionnaires

Siège social

ADRESSE DU BUREAU

Groupe Canaccord Genuity Inc.
609 Granville Street, Suite 2200
Vancouver (Colombie-Britannique) Canada

ADRESSE POSTALE

Pacific Centre
609 Granville Street, Suite 2200
P.O. Box 10337
Vancouver (Colombie-Britannique)
V7Y 1H2 Canada

Inscription en Bourse

Actions ordinaires :
Bourse de Toronto : CF
Bourse de Londres : CF.

Actions privilégiées :
Série A (Bourse de Toronto) : CF.PR.A.
Série C (Bourse de Toronto) : CF.PR.C.

Site Web de la Société

www.canaccord.com

Renseignements généraux à l'intention des actionnaires

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

161 Bay Street, Suite 3000
Toronto (Ontario) Canada
Téléphone : 416.869.7293
Télécopieur : 416.947.8343
Courriel : investor.relations@canaccord.com

Relations avec les médias et demandes de renseignements des investisseurs institutionnels et des analystes

Scott Davidson

Vice-président à la direction, chef mondial,
Développement de l'entreprise et stratégie
Téléphone : 416.869.3875
Courriel : scott.davidson@canaccord.com

Le rapport annuel 2013 de Financière Canaccord est disponible sur notre site Web à l'adresse www.canaccordgenuitygroup.com. Pour un exemplaire imprimé, veuillez communiquer avec le service des relations avec les investisseurs.

Date de paiement des dividendes¹ et de publication des résultats pour l'exercice 2014

	Date de publication des résultats	Date de clôture des registres pour les actionnaires privilégiés	Date de paiement des dividendes sur actions privilégiées	Date de clôture des registres pour les actionnaires ordinaires	Date de paiement des dividendes sur actions ordinaires
T2/14	6 novembre 2013	20 décembre 2013	31 décembre 2013	22 novembre 2013	10 décembre 2013
T3/14	5 février 2014	14 mars 2014	31 mars 2014	21 février 2014	10 mars 2014
T4/14	4 juin 2014	13 juin 2014	30 juin 2014	20 juin 2014	2 juillet 2014

1) Les dividendes sont assujettis à l'approbation du conseil d'administration. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats opérationnels et des besoins en capital de la Société, ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

Ressources à l'intention des actionnaires

Pour de l'information sur les transferts d'actions, les changements d'adresse, les dividendes, les certificats d'actions perdus, les formulaires d'impôt et les transferts de succession, communiquer avec :

SERVICES AUX INVESTISSEURS COMPUTERSHARE INC.

100 University Avenue, 9th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Numéro sans frais (Amérique du Nord) : 1.800.564.6253
International : 514.982.7555
Télécopieur : 1.866.249.7775
Numéro de télécopieur sans frais (Amérique du Nord) : ou numéro de télécopieur à l'international : 416.263.9524
Courriel : service@computershare.com
Site Web : www.computershare.com

Possibilité pour les actionnaires inscrits de s'inscrire au Centre des investisseurs pour avoir accès à un outil de gestion de compte libre-service.

Information financière

Pour consulter l'information financière courante et archivée de la Société, visiter le site Web à l'adresse www.canaccordgenuitygroup.com

Auditeurs

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Comptables agréés
Vancouver (Colombie-Britannique)

Services de rédaction et de conception

The Works Design Communications Ltd.

